

l'Anticapitaliste

n°294 | 18 juin 2015 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

EN GRÈCE ET DANS TOUTE L'EUROPE



PAS D'ACCORD AVEC L'AUSTERITÉ



Dossier

Il y a 70 ans, l'ONU

pages 6 et 7

ÉDITO

Valls-Macron ou
le Roundup social
Page 2

PREMIER PLAN

Lutte des migrantEs:
l'humanité pour les nuls...
Page 3



PHOTOGRAPHE ROUGE / JMB

ACTU SOCIALE

AP-HP: les hospitalierEs
ne baissent pas pavillon!
Page 8

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Mulyandri Alisyah sur
les massacres de 1965 en Indonésie
Page 12



édito

Par ROBERT PELLETIER

Valls-Macron ou le Roundup social

Par un détournement de langage étonnant, le 49-3, c'est la possibilité pour le gouvernement d'engager sa responsabilité devant le Parlement. Il s'agit plutôt pour le pouvoir d'échapper à tout contrôle par des assemblées censées représenter, a minima, celles et ceux qui se déplacent encore, souvent sans illusion, pour en élire les membres. Pour Valls, il s'agirait d'être en mesure d'appliquer sans tarder des dispositions qui soulagent les patrons de leurs angoisses à l'idée d'embaucher... La plupart des ces dispositions répondent à des demandes constantes du patronat de pouvoir précariser l'emploi, aggraver les conditions de travail, bloquer les salaires. La meilleure façon d'obtenir la paix sociale reste la crainte du chômage, de la privation de possibilité de gagner sa vie. Cet objectif est au cœur de la loi Macron, dont les plus de 100 articles regroupent avant tout des attaques contre les droits des salariéEs: extension du travail de nuit et de week-end; suppression de la pénalisation des atteintes patronales au droit du travail; déréglementation des transports publics; multiples «simplifications» pour les employeurs visant à réduire les droits des salariéEs et des institutions représentatives de personnel, etc. Le tout chapeauté par l'attaque contre le droit du travail visant à supprimer l'alinéa du Code civil qui en exclut les contrats de travail. Une fois de plus, sans surprise, le gouvernement fait le choix de répondre favorablement aux desiderata patronaux, s'opposant aux revendications portées depuis plusieurs mois par les manifestations, notamment celles des salariéEs du commerce. Avec le complément de la loi Rebsamen, des annonces de Valls sur les indemnités pour licenciement sans cause réelle et sérieuse et autre «facilitations» d'exploitation pour les patrons, nous sommes bien face à une offensive sans précédent du gouvernement. Manifestement la censure ne viendra pas de la représentation parlementaire. Comme le montrent les salariéEs de l'AP-HP, seule la mobilisation peut faire reculer ce gouvernement. Nous nous y employons.

NO COMMENT

Il [Olivier Besancenot] n'a aucune leçon d'humanité à donner au gouvernement parce que nous nous occupons, loin des antennes, (...) de ces sujets, et lui ne s'en occupe pas et vient faire des commentaires devant votre micro. Il y a beaucoup de gens qui ont intérêt à avoir des postures et peu de gens qui ont intérêt à trouver des solutions. Mais, moi, ma responsabilité de ministre de l'Intérieur, c'est de trouver des solutions.

BERNARD CAZENEUVE, lundi 15 juin sur l'antenne de BFM TV/RMC, un ministre qui porte effectivement une grande «responsabilité» concernant les conditions et la gestion policière de l'accueil des migrantEs...

À la Une

En Grèce et dans toute l'Europe: pas d'accord avec l'austérité

Accord ou pas accord? La question n'est pas définitivement tranchée au moment où cet article est écrit. Une chose est claire: un accord entre Tsipras et les créanciers serait de toute façon basé sur une forte dose d'austérité...

Dès la victoire de Syriza aux élections du 25 janvier, les institutions européennes se sont positionnées pour empêcher le nouveau gouvernement de mettre en œuvre le programme sur lequel il avait été élu. Dès le 4 février, la Banque centrale européenne (BCE) a durci les conditions de financement de la Grèce. L'offensive a continué avec opiniâtreté. FMI et institutions européennes veulent casser une expérience qui risquerait de déteindre en Europe, notamment dans l'État espagnol. Comme l'a rappelé John Milios, ancien conseiller économique de Syriza, aujourd'hui critique de Tsipras, l'austérité n'est pas irrationnelle malgré ses échecs apparents: elle «représente une stratégie visant à augmenter le taux de profit du capital» (à lire dans *Inprecor* n°616-617, juin 2015).

Une austérité modérée?

Tsipras a décidé de continuer à payer la dette en temps et en heure. Il s'est engagé dans des négociations à rebondissements pour obtenir de nouveaux crédits et n'a pris aucune mesure de sauvegarde, en premier lieu le contrôle des banques. Il a cru et fait croire à la population grecque qu'on pouvait rompre avec l'austérité en respectant l'essentiel des règles de l'Union européenne. Et il s'est finalement résigné à ne pas remettre en cause la plupart des mesures mises en œuvre par la droite et à accepter une austérité «modérée». Mais FMI et institutions européennes en veulent plus... Le 20 février, un accord a été négocié par lequel le gouvernement grec s'engageait à payer la dette, à ne pas interférer dans la gestion des banques, à réaliser certaines privatisations et à se concerter sur les mesures à prendre si celles-ci



risquaient de créer des charges budgétaires supplémentaires... Dans la foulée, deux lois sociales ont été votées (dont l'une sur des mesures d'urgence) et la lutte contre la fraude fiscale des grandes fortunes enfin engagée. Certains ont soutenu que l'accord du 20 février allait permettre de gagner du temps. Ce pronostic s'est avéré radicalement faux: aucun crédit n'a été débloqué et les «institutions» ont continué à resserrer le nœud coulant. Tsipras pensait aussi bénéficier de la bienveillance des gouvernements «de gauche» européens (Hollande, Renzi en Italie): une espérance déçue! Il y a des contradictions entre FMI et institutions européennes sur les priorités, mais l'objectif est bien commun.

Le vain espoir d'un accord «équilibré»

Rassurés par une cote de popularité élevée, Tsipras et la majorité de la direction de Syriza, n'ont rien fait, semble-t-il, pour mettre au point un «plan B» en cas d'exigences inacceptables qui pourraient faire éclater Syriza, ni pour y préparer le peuple grec ni pour s'adresser aux autres peuples européens. En marge du gouvernement, Zoé Konstantopoulou, la présidente du Parlement, a suscité en avril dernier la création d'une Commission pour la vérité sur la dette grecque. Les premiers résultats de son travail, présentés ces 17 et 18 juin, concluent au caractère illégitime d'une grande partie de la dette. Reste à savoir ce que Tsipras et son

équipe vont en faire. Dans ces derniers jours, ils ont opéré des reculs supplémentaires, méprisant les avertissements de la gauche de Syriza (qui représente environ 40% de son comité central). Le désaccord entre Tsipras et ses interlocuteurs européens et du FMI ne porte plus que sur le degré d'austérité.

Solidarité et clarté

La troisième coordonnée de la situation reste le mouvement populaire. Les mobilisations en Grèce sont assez faibles. Pour l'instant, la confiance en Tsipras reste élevée et beaucoup de travailleurEs sont épuisés par l'impact de la crise, même si il existe des luttes locales ou sectorielles. Par ailleurs, aucune force significative ne se situe réellement dans l'optique de construire un mouvement unitaire pour exiger que Tsipras arrête de reculer. Véritables néo-nazis, Aube dorée espère profiter des espoirs déçus.

Enfin, il faut tenir compte de notre propre responsabilité en France et dans le reste de l'Europe. Nous n'avons pas été capables de rompre l'isolement de la Grèce et de contre-carrer la campagne de propagande qui fait croire, par exemple, que l'annulation de la dette grecque appauvrirait les travailleurEs et retraitéEs. Si nous avions été en mesure de mettre en échec les mesures antisociales de notre propre gouvernement (par exemple la loi Macron), Hollande serait certainement moins offensif dans la meute anti-grecque...

À l'heure où ces lignes sont écrites, divers scénarios sont possibles, d'un accord à un défaut de paiement (non-paiement d'une tranche de la dette). Plus que jamais, dans la clarté et l'indépendance par rapport aux aléas des choix de Tsipras, la solidarité est nécessaire!

Henri Wilno

SOCIÉTÉ

Leur(s) violence(s), notre révolte

La période est marquée par la violence sociale qui pénètre par tous les bouts, qui finit par toucher la grande majorité de la population. Jusqu'où, jusqu'à quand?

Il y a évidemment cette crise économique qui date, mais qui s'approfondit, un véritable rouleau compresseur, avec un chômage qui fait des ravages et qui tue (surtout la précarité), une pauvreté qui se généralise, avec ces 3 millions d'enfants qui vivent sous le seuil de pauvreté. Le résultat des incessantes attaques gouvernementales qui ont pour conséquence des remises en cause profondes du droit du travail, de l'égalité ou de la démocratie sociale. Un gouvernement au service (ce n'est pas original) d'une rapacité patronale sans limite, aux objectifs (affichés ou non)

très larges: remise en cause du salaire minimum, du CDI et des 35 heures, suppression de nouveaux jours fériés, démantèlement des prud'hommes, des CHSCT, de l'inspection du travail... Autant d'outils et de droits qui protègent encore un peu aujourd'hui les salariéEs.

Qui sème la misère...

À cela s'ajoute la remise en cause des services publics, leur marchandisation, leur disparition dans les zones rurales comme dans les quartiers populaires. Un démantèlement qui représente de véritables attaques contre les salariéEs

et les usagerEs. Là encore, une véritable agression contre les hospitalierEs ou les postierEs, avec des réductions d'effectifs, des attaques contre les temps de repos, alors que les conditions de travail sont déjà très dégradées... Des moyens sans cesse enlevés au nom de déficits à réduire ou de dettes à résorber. Les réformes se succèdent et s'empilent, comme dans l'Éducation nationale, détruisant toujours un peu plus les services rendus à la population, fragilisant toujours plus les plus démunis. Ces derniers jours, c'est le traitement fait aux migrantEs, aux réfugiéEs, à

toutes celles et ceux qui fuient la misère ou les guerres dans leurs pays (Soudan, Érythrée, Syrie...). L'Europe forteresse les considère comme des envahisseurs et se blindent pour les refouler. En France, le gouvernement refuse de les accueillir avec humanité, les chasse et les pourchasse de manière musclée, et s'attaque y compris violemment à leurs soutiens. Le temps des colonies est encore là. Le pouvoir joue avec un climat de remontées des préjugés racistes et xénophobes qui divisent et affaiblissent le camp des exploités. La répression s'étend à l'ensemble du mouvement social, vise toutes celles et

Un monde à changer

TECHNOLOGIES OU RAPPORTS DE FORCES? Un rapport récemment publié par l'Organisation internationale du travail (OIT), «*Emploi et questions sociales dans le monde : des modalités d'emploi en pleine mutation*», fournit des éléments importants sur l'évolution récente de la situation des travailleurs.

Le chômage a frappé 201 millions de personnes dans le monde en 2014, soit environ 30 millions de plus qu'avant le début de la crise. Environ 40 millions de personnes supplémentaires sont chaque année à la recherche d'un emploi. Dans plusieurs régions du monde, l'emploi ne croît pas assez vite pour y faire face : ainsi, dans les économies développées et l'Union européenne, depuis 2008, l'emploi progresse en moyenne de 0,1% par an, contre 0,9% entre 2000 et 2007.

L'emploi stable à temps plein est en recul. Moins de 45% des travailleurs salariés sont titulaires d'un emploi permanent à temps plein, et cette proportion semble décroître. Les femmes sont représentées de manière disproportionnée dans les emplois salariés

temporaires et à temps partiel. Dans un certain nombre d'économies avancées, on observe une tendance à la baisse de la part des emplois salariés. Par contre, le travail indépendant ou pseudo-indépendant (salarial camouflé) est en progression.

La productivité augmente plus vite que les salaires dans la plupart des régions du monde. Si dans certains pays émergents (notamment en Chine), les salariéEs arrachent une progression de leurs rémunérations, la croissance des salaires est ralentie dans les économies développées, dont l'Union européenne.

Pour expliquer cette évolution, l'OIT accorde un rôle majeur aux nouvelles technologies et aux modifications intervenues dans la façon dont les entreprises organisent la production. Mais ce ne sont pas des phénomènes du même ordre : les nouvelles technologies n'induisent pas fatalement une dégradation de la situation des salariéEs. Elles donnent l'occasion aux employeurs d'introduire de nouvelles formes d'exploitation...

LUTTE DES MIGRANT-E-S **L'humanité pour les nuls...**

En s'ancrant dans la durée, la lutte des réfugiés et migrantEs s'est transformée en quelques jours en crise politique. Incapables d'avancer la moindre proposition susceptible de répondre aux exigences de la situation, gouvernement, préfecture et mairies ont fait le choix de la fuite en avant dans la répression.

Lors des négociations préparatoires à la manifestation parisienne de ce mardi 16 juin, le représentant du préfet a clairement indiqué qu'aucune manifestation, aucun rassemblement, qui prendrait pour objectif un lieu symbolique de pouvoir (ministère, préfecture ou mairie) ne serait toléré... Après l'évacuation manu militari du campement de la halle Pajol la semaine dernière (voir *L'Anticapitaliste* n°293) et un accueil de quelques jours dans le jardin de l'association «le bois Dormoy», à nouveau condamnéEs à retourner à la rue, les migrantEs décidaient, en accord avec les associations et organisations qui les soutiennent, d'organiser leur départ collectivement jeudi 11 juin. Une manifestation spontanée regroupant plusieurs centaines de participantEs a investi la caserne de sapeurs pompiers désaffectée de la rue de Château-Landon afin de s'y établir. Pour les migrantEs, l'objectif était d'investir un lieu collectif, abrité, qui leur permette de souffler et d'entreprendre les démarches administratives les autorisant à résider en France : 5000 m² appartenant à la mairie de Paris et laissés vides depuis 10 ans en attente d'un appel d'offres lancé par la mairie pour transformer ce lieu... en pépinière d'entreprises! Certes le lieu était loin de présenter toutes les qualités d'un hébergement



Jardins d'Éole à Paris: la France accueille... DR

prolongé, mais il pouvait être un relais vers une solution pérenne. Des solutions sont évidemment à la portée du gouvernement, au moment où une étude récente a démontré que l'État possédait 11 millions de mètres carrés vacants, dont une bonne partie à Paris. Une discussion s'engageait entre éluEs, migrantEs, et le directeur de cabinet d'Hidalgo, aboutissant à un nouveau marché de dupes : 110 personnes dispatchées dans 4 centres d'hébergement d'urgence pour quelques jours, uniquement ouverts la nuit, cela sans qu'aucun service de la mairie ne se déplace pour examiner leurs situations administratives visant à obtenir des papiers. Un nouveau campement précaire tente actuellement de s'organiser au jardin d'Éole (Paris 18^e). Des

commissions mixtes migrantEs-soutiens ont été mises en place (sécurité, logistique, juridique, trésorerie). Chaque jour, de nouveaux arrivants s'agrègent à un collectif déjà nombreux, et la situation sanitaire ne peut qu'empirer.

Qui instrumentalise qui ?

Mais ce n'est pas cette situation dramatique qui soucie ce gouvernement. Dans une période où la question des migrantEs, des réfugiés sanitaires, politiques, de tous celles et ceux qui fuient les guerres et les répressions se pose, non seulement en Europe mais dans le monde entier, le gouvernement tient à faire preuve de fermeté envers les plus démunis. La prétendue impossibilité d'accueillir toute la misère du monde n'est qu'un

mensonge visant à présenter le gouvernement comme rempart aussi efficace que la droite ou le Front national contre l'invasion par tous les misérables... C'est là que réside la seule réelle instrumentalisation de la situation des migrantEs.

De Lampedusa à Calais en passant par Paris, Vintimille et Nice, les gouvernements encouragent la xénophobie, le racisme. Une politique de fuite en avant qui ne peut se traduire que par une répression violente qui vise à la fois les migrantEs mais aussi leurs soutiens (voir le communiqué de presse du NPA page 10). En effet les mobilisations dans le 18^e arrondissement montrent que les habitantEs des quartiers ne sont pas «naturellement» hostiles aux migrantEs.

La mobilisation ne fait que commencer et les anticapitalistes continueront à y prendre toute leur place. Les illusions sur la volonté de trouver des solutions sans élever le rapport de forces sont en train de tomber. Une manifestation d'ampleur nationale doit être maintenant l'objectif que le mouvement doit se fixer. Avec les migrantEs, nous exigeons la régularisation immédiate de tous les réfugiés, l'ouverture de lieux collectifs auto-organisés, la libération immédiate des migrantEs détenus. De l'air, de l'air... Ouvrez les frontières!
Alain Pojolat et Robert Pelletier

Le chiffre 17 millions

C'est le nombre de millionnaires dans le monde en 2014, se partageant 41% de l'ensemble du patrimoine financier mondial, selon une étude publiée par le Boston Consulting Group. Un chiffre qui a nettement progressé (15 millions en 2013). Les richesses privées (hors immobilier et parts dans les entreprises) ont bondi de 12% l'an passé pour s'établir à 164 000 milliards de dollars, notamment grâce aux revenus issus du placement dans les marchés boursiers...



Agenda

Vendredi 19 juin, réunion publique du NPA, Talence. «Podemos, expérience ou/et modèle?», avec Miguel Segui, à 20h salle Mozart.

Samedi 20 juin, solidarité avec les prisonniers politiques égyptiens, Paris 19^e. Stand soutenu par le NPA, le PG et Solidaires, à partir de 14h à la Rotonde (métro Stalingrad), au départ de la manifestation de soutien au peuple grec. Plus d'infos: egyptsolidarityinitiative.org/prisonersolidarity et www.npa2009.org/actualite/solidarite-avec-les-prisonniers-politiques-egyptiens

Samedi 20 juin, fête du NPA, Saint-Denis. Débats, musique, grillades, avec Olivier Besancenot, à partir de 18h30, école Jules-Guesde, rue du Corbillon.

Mardi 23 juin, réunion publique du NPA, Lyon. Avec Philippe Poutou, à 19h à la Maison de la Guillotière, 25 rue Béchevelin, 7^e.



BIEN DIT

S'il faut désobéir à des lois injustes, nous désobéirons!

ADA COLAU, militante anti-expulsion et désormais maire de Barcelone, dans une interview au journal espagnol *El Pais*

tous ceux qui résistent, qui cherchent à s'opposer aux injustices, à l'austérité. Une répression systématique, organisée, qui frappe consciemment, une sorte de politique préventive contre la colère sociale. Alors le gouvernement fait intervenir sa police violemment, gaze les hospitalierEs qui manifestent, frappe les migrantEs, tue dans les quartiers populaires et agresse les jeunes «zadistes» à Sivens ou à Notre-Dame-Landes, il utilise aussi sa justice pour faire condamner des militantEs ou des syndicalistes à des fortes amendes et même à des peines de prison. Une répression utilisée aussi par le patronat – public ou privé – qui révoque, comme à La Poste, ou qui licencie les militantEs syndicalistes qui s'opposent aux reculs sociaux.

... récolte la colère!

La violence de cette société, c'est enfin cette richesse indécente des possédants, ces dividendes, ces profits, ces revenus, et ces exils fiscaux qui

exploient. Des richesses qui sont celles volées par les grosses fortunes, accaparées par les capitalistes, détournées de l'intérêt général. Les richesses existent bel et bien... alors qu'on nous dit qu'il n'y aurait pas les moyens d'accueillir des migrantEs, de maintenir les services publics, de loger correctement les 9 millions de gens mal ou pas logés du tout...

Nous avons toutes les raisons de nous révolter, de relever la tête, de retrouver le chemin des luttes collectives, «tous ensemble!» La politique du gouvernement, la rapacité des patrons, sont telles qu'elles pourraient bien provoquer rapidement la colère et la mobilisation de la population. Le mouvement des hospitalierEs parisiens qui dure depuis plusieurs semaines, la manifestation pour la défense des services publics à Guéret le week-end dernier, le rassemblement à Bure contre le centre d'enfouissement de déchets nucléaires dimanche 7 juin, les nombreuses résistances même isolées qui



ont lieu en ce moment, sont autant de raisons d'espérer.

Oui un changement du rapport de forces est possible, rapidement même. Mais il n'y a aucun automatisme: la révolte ne viendra pas toute seule, sans

qu'on la prépare, que l'on reconstruise le mouvement social, que nous reprenions confiance dans nos forces. Nous savons que c'est urgent, souhaitable, nécessaire... et possible!

Philippe Poutou

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

PAYS BASQUE

Un pas de plus vers la résolution du conflit

C'est dans une salle de l'assemblée nationale que s'est tenue le 11 juin dernier la conférence pour la paix au Pays basque, organisée par la Ligue des droits de l'homme, Bake Bidea (le Chemin de la Paix), le Groupe international de contact, la Fondation Berghof (Allemagne), Conciliation Resources (Angleterre), et le Foro Social para la paz en Pais Vasco.

Pour la première fois, le débat sur le conflit basque s'est exporté à Paris. Des personnalités du monde politique ou associatif, de différentes nationalités, des élus de tous bords, un ex-prisonnier basque, des victimes du conflit, ont pris la parole pour s'inscrire dans le processus de paix initié il y a bientôt quatre ans par la déclaration d'Aiete et l'arrêt définitif de la lutte armée de l'ETA qui ne figure plus aujourd'hui sur la liste européenne des organisations terroristes. Les interventions successives avaient pour toile de fond le même constat accablant. Ni l'État espagnol ni l'État français n'ont à ce jour fait le moindre geste pour amorcer le dialogue. La répression continue et les droits les plus élémentaires des prisonniers et des exilés politiques basques sont toujours bafoués.

Les oreilles du tandem Hollande-Valls ont dû siffler lorsqu'a été lu en début de conférence un message de Michel Rocard demandant au gouvernement français de s'impliquer dans la résolution du conflit, demande réitérée ensuite par l'ensemble des intervenants.

La tragique situation des prisonniers (près d'une centaine dans les prisons françaises et environ 400 en Espagne) a été dénoncée à plusieurs reprises : longues peines équivalentes à des morts lentes, refus de libérations conditionnelles ou de suspensions de peine dans les cas de maladies graves, dispersion à travers le territoire rendant difficiles les visites des familles... Il a été rappelé que le collectif des prisonniers adhère totalement au processus de paix, ce qui n'a entraîné aucun changement dans l'attitude des gouvernements qui persistent à vouloir les briser.

Blocage des États français et espagnol

Deux victimes du conflit ont témoigné : Robert Manrique, blessé lors d'un attentat commis par l'ETA en 1987 à Barcelone, et Axun Lasa, sœur du réfugié basque Joxean Lasa enlevé par le GAL à Bayonne en 1983, torturé puis tué et enterré au Sud de l'Espagne. Ils ont parlé de la nécessité de vérité, de réparation et de reconnaissance.

La conférence s'est terminée par la lecture de la « Déclaration de Paris pour la paix au Pays basque » signée par 110 personnalités, élus, médiateurs internationaux... Elle demande aux gouvernements français et espagnol une réelle implication dans la résolution du conflit au Pays basque ; la fin de la dispersion des prisonniers ainsi que des mesures d'aménagement de peines et la libération pour celles et ceux qui sont gravement malades ; des mesures conséquentes pour promouvoir la réconciliation, apporter reconnaissance, compensation et assistance à toutes les victimes.

Philippe Poutou était présent pour apporter la solidarité du NPA, actif dans les mobilisations en faveur des prisonniers et des exilés et des droits démocratiques du peuple basque.

Cette conférence a été un succès et a atteint son objectif : informer à Paris sur la situation au Pays basque et le blocage par les États français et espagnol. Une nouvelle étape a été franchie pour amener les États à prendre les premières mesures indispensables et amorcer le dialogue vers la résolution du conflit. Le chemin reste long jusqu'à l'amnistie, indispensable aboutissement dans le cadre de la résolution, et jusqu'à l'auto-détermination, droit démocratique élémentaire aujourd'hui refusé au peuple basque.

Plus que jamais, la poursuite et l'intensification de la mobilisation sont nécessaires pour imposer aux États l'ensemble de ces revendications, avec le soutien actif des organisations du mouvement ouvrier et démocratique, au Pays basque comme au niveau hexagonal et international.

Claude Larrieu

GOUVERNEMENT

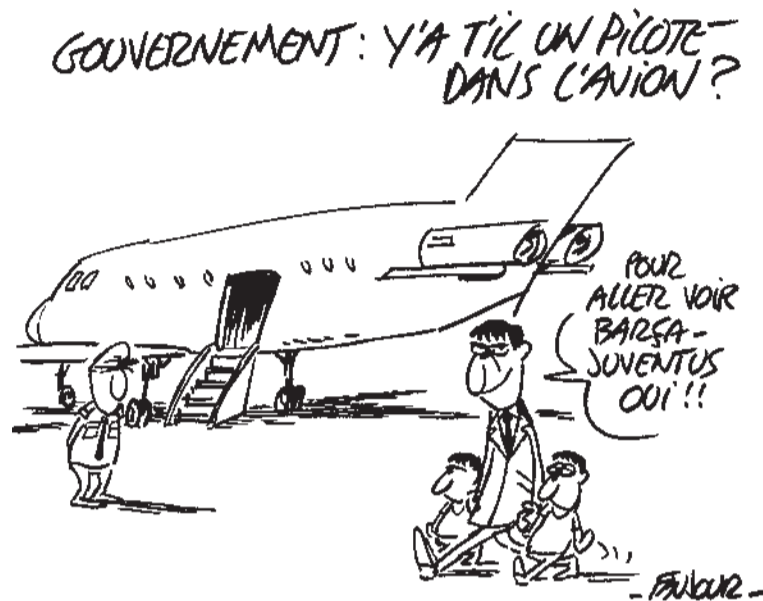
Valls tout-puissant ?

Valls est un des rares membres de ce gouvernement à ne pas décrocher dans les sondages. Mais toute sa stratégie millimétrée pour conforter son image d'homme irremplaçable vient de prendre, en une semaine, un sacré coup. Ce qui ne l'empêche pas de continuer sa politique en faveur des patrons et par là même de s'affranchir totalement des précautions prises par la direction du PS...

Justement, au congrès du PS, tout allait bien pour le Premier ministre. Il s'était rendu à Poitiers pour faire le job : donner des gages pour satisfaire la majorité du PS, regroupant dans une même motion les ténors du gouvernement jusqu'à la pseudo-opposante Martine Aubry. Pour satisfaire tout ce beau monde, et y compris ne pas trop froisser les « frondeurs » (n'insultons pas l'avenir...), il n'a donc pas dit un seul mot sur les futures « réformes » envisagées, préférant insister sur sa fierté d'être socialiste et sa « loyauté » à François Hollande. Sortir de l'image du vilain petit canard du PS, de l'incarnation de la gauche de droite. Opération réussie, suffisamment en tout cas pour sentir pousser des ailes et s'envoler tranquillement pour aller voir un match de foot à Berlin...

Un match à nos frais

Pris en flagrant délit d'utilisation abusive des moyens de l'État à des fins privées, Valls va dans un premier temps rester droit dans ses bottes, faisant mine de ne pas bien comprendre la polémique suscitée par son voyage à Berlin pour voir jouer l'équipe de Barcelone. Osant même dénoncer les « grincheux » et s'engouffrer dans le mensonge : un voyage aller-retour « pour voir Platini »... Cerise sur le gâteau, lors de ce petit voyage au coût estimé entre 14 000 et 18 000 euros, Valls



était accompagné par deux de ses enfants. Cette « affaire » écorne sans aucun doute l'image de celui qui s'est attelé depuis plus de trois ans à être « irréprochable » et entache un peu plus ce gouvernement qui demande à la majorité de la population de se serrer la ceinture alors que d'autres s'empiffrent...

Au-delà de la polémique, après Cahuzac, Thévenoud et bien d'autres, ce nouvel épisode montre une fois de plus que Hollande a aussi failli sur sa fameuse « République irréprochable » et que ce gouvernement

est loin, très loin des difficultés que vivent au quotidien la majorité de la population. Une nouvelle affaire qui accentue la crise du politique. Au FN, on peut se frotter les mains...

Toujours plus servile...

Dans ce contexte, l'annonce des nouvelles réformes « en faveur » de l'emploi a été accueillie très froidement. Après avoir promis aux organisations syndicales qu'il ne toucherait pas au CDI, Valls a estimé avoir les coudées franches pour rogner encore un peu plus les droits des salariés.

Il s'est donc lâché. On savait qu'il aimait les entreprises, mais avec ces nouvelles mesures pour l'emploi, ce n'est plus de l'amour, c'est de la passion.

Prenant prétexte de donner un coup de main aux TPE et PME, Valls vient d'annoncer un catalogue de nouvelles mesures qui affaiblit une fois de plus les droits des salariés et entérine l'idée que c'est le code du travail qui est la cause du chômage (voir *L'Anticapitaliste* n°293). En particulier, la limite des indemnités prud'homales est une réforme que réclamait à cors et à cris depuis longtemps le Medef.

Et pour faire passer ces nouvelles attaques sans trop de controverse, Valls a eu une idée géniale : ni vu ni connu, elles vont être intégrées par petites touches aux lois Rebsamen et Macron. On est loin du fameux « changement de cap » ou de l'« inflexion » qu'espéraient tant les « frondeurs ». Pour tout dire, on n'est même plus dans les limites du gloubigoulba politique qu'était la motion majoritaire au congrès du PS qu'il a pourtant signée...

Ces derniers jours, on le disait affaibli par la crise du vol Poitiers-Berlin... mais c'est loin d'être le cas pour servir la soupe au patronat. Plus que jamais, ce gouvernement, à commencer par son Premier ministre, aurait bien besoin d'une leçon de la rue.

Sandra Demarcq

ORANGE EN ISRAËL

Une victoire de la campagne BDS ?

En 2011, quand Orange renouvelait son contrat de licence avec la firme israélienne Starter, l'entreprise, détenue à 25 % par l'État français, ne pouvait ignorer les violations constantes du droit international dont Starter est directement responsable...



Une affiche de la campagne contre Orange.

En effet, Starter possède 176 sites d'exploitation sur les territoires occupés. Participant directement à la stratégie du « Palestinian captive market » qui permet aux entreprises israéliennes de ne pas payer d'impôts à l'Autorité palestinienne, Starter ira encore plus loin l'été dernier lors de l'agression israélienne sur Gaza. Dans le cadre de l'opération « Adopt a warrior » (!), deux unités de l'armée israélienne furent « sponsorisées », ce qui impliquait la fourniture de services gratuits aux soldats, d'aides matérielles, en particulier aux soldats blessés dans les hôpitaux. Multinationale qui veille partout dans le monde à son image, Orange ne pouvait l'ignorer. Un véritable partenaire de l'État colonial...

Annonces et rétropédalages diplomatiques

Quand le 5 juin dernier au Caire, Stéphane Richard, PDG d'Orange, annonce que l'entreprise pourrait rompre ses liens commerciaux, le gouvernement sioniste réagit. Dès le lendemain, Netanyahu demande au gouvernement français de condamner ces propos. Il pouvait compter sur le soutien de Laurent Fabius qui, dès le lendemain, s'est empressé de rappeler que la France était hostile à tout boycott...

Si l'annonce de Richard avait des objectifs bien éloignés du soutien à la lutte palestinienne, probablement plus occupé par le développement

des marchés moyen-orientaux, la réaction diplomatique prouve que le gouvernement israélien est sous pression. Le 13 mai dernier, une séance d'urgence de la Knesset avait lieu autour de la « délégitimation » de l'État d'Israël, et annonçait la création d'une nouvelle cellule renforcée et financée notamment par un certains nombres de néo-conservateurs américains, soutiens indéfectibles de la politique sioniste. Sous pression de la diplomatie israélienne et de ses relais politiques en France, Richard a fini

par rétropédaler, présentant ses profondes excuses au gouvernement israélien vendredi 12 juin, soit moins d'une semaine après ses premières déclarations. Cette affaire a permis de montrer une fois de plus la duplicité de nos dirigeants. Quand Fabius tente de faire adopter d'une main une résolution pour obliger Israël à reprendre les négociations, il condamne de l'autre le boycott. Fidèle à lui-même, Sarkozy juge même dangereuse la timide initiative française, qui plus est quand on connaît le poids des résolutions

onusiennes sur la politique israélienne, et qualifie le boycott d'« inadmissible ». Pas un mot bien entendu sur la colonisation...

Poursuivre la campagne pour vaincre

Toute cette agitation a néanmoins eu des aspects positifs. Elle a notamment permis de mettre la question du boycott à la une de l'actualité, ce qui n'est pas souvent le cas. Par ailleurs, il était aussi important de montrer que si les multinationales n'interviennent pas directement en Israël, c'est le cas d'Orange avec son contrat de licence, le capitalisme mondialisé leur offre la possibilité d'intervenir indirectement pour faire du profit au détriment des droits des peuples, en l'occurrence celui des Palestiniens.

C'est dans cette optique qu'il faut mener la bataille au sein de ces entreprises comme au sein des institutions, à l'instar de ce que font les syndicalistes de Solidaires au sein d'Orange : remettre la solidarité internationaliste au cœur de l'activité syndicale. À tous les militantEs de la solidarité internationale, ceux du NPA comme les autres, d'organiser ces batailles, dans les facs, les boîtes et les collectivités.

Antoine Chauvel

TURQUIE « La percée du HDP permet de respirer »

Entretien. Le dimanche 7 juin, les élections législatives en Turquie ont été un bouleversement du paysage politique. Le parti du président actuellement au pouvoir, l'AKP, a perdu la majorité absolue au Parlement, tandis que le HDP (Parti démocratique des peuples), parti pro-kurde de gauche, a connu une nette percée, avec l'élection de 80 députés. Militante du NPA, Clémence s'est rendue en Turquie comme observatrice internationale pour les élections, dans le cadre d'une délégation du collectif de soutien au peuple kurde de Toulouse.

Comment se sont déroulées ces élections ?

Elles ont eu lieu dans un climat particulièrement tendu. Face au risque de voir le HDP dépasser le barrage des 10%, et surtout au risque pour l'AKP de perdre la majorité absolue, la répression et les attaques se sont intensifiées. En mai, deux attentats à la bombe ont touché deux sièges du HDP. En juin, un chauffeur de camion siglé HDP a été torturé et criblé de balles. Puis, lors d'un meeting du HDP, la foule a été attaquée par des groupes armés de couteaux, sous la bienveillance des policiers. Cette tension a culminé deux jours avant les élections avec l'explosion de trois bombes lors d'un meeting du HDP à Diyarbakir, faisant sept morts et des centaines de blessés. Les soupçons visent l'AKP comme commanditaire de ces agressions. Mais ces élections signent aussi un ralliement sans précédent de la gauche radicale derrière le HDP, dont la campagne a été particulièrement dynamique.

Que signifient les résultats des élections législatives en Turquie ?

Pour l'AKP, le résultat des élections est un coup dur, car le président Erdogan voulait profiter d'une nouvelle majorité absolue pour installer un régime présidentiel. En dépassant le barrage des 10%, le HDP devient la 4^e force du pays et remet en cause



Le HDP en meeting, SALIH TURAN / VOA

la majorité absolue de l'AKP. Maintenant, différentes hypothèses sont envisageables. L'AKP peut former un gouvernement minoritaire et convoquer des législatives anticipées. Il peut aussi y avoir des coalitions de circonstance, par des détachements au sein du CHP (kémalistes) ou du MHP (extrême droite nationaliste), pour soutenir l'AKP. Mais des alliances pour gouverner entre les différents partis semblent improbables. Par contre, la situation peut évoluer dramatiquement. Le 10 juin, le président d'une association proche des groupes islamistes a été assassiné à Diyarbakir. En réponse, ces ultras islamistes ont lynché des journalistes et tué trois jeunes Kurdes membres d'associations du mouvement kurde.

La tension est à son comble à Diyarbakir et le mouvement kurde redoute principalement des provocations de la part des cellules islamistes proches de Daesh.

Comment s'explique la progression du HDP ?

Il a été créé peu après la révolte de Gezi, sans en être directement issu. C'est une ouverture du mouvement kurde vers la gauche socialiste, la société civile et les minorités du pays. Pour ces législatives, le mouvement kurde s'est présenté pour la première fois avec un parti, et non des candidats indépendants, pour déjouer le barrage des 10%. La force du HDP est d'avoir créé un rassemblement autour d'un programme de démocratisation

radicale, concernant l'écologie, les minorités, les droits des femmes et des LGBT. Le HDP a été capable d'intégrer à égalité toutes les minorités. C'est un projet de vivre-ensemble, qui ne peut se faire selon la synthèse islamoco-servatrice nationale de l'AKP. La révolte de Gezi et la bataille de Kobané ont aussi contribué au succès du HDP. Avec Gezi, il y a une accumulation de nouvelles expériences collectives, mais aucune force n'a été capable de porter des revendications issues directement de ce mouvement. Cela explique les bons résultats du HDP dans des villes kémalistes. Le HDP, associé au mouvement kurde, a aussi acquis une aura grâce à la résistance héroïque des Kurdes contre Daesh à Kobané. Cela lui a permis de gagner l'électorat kurde religieux qui votait pour l'AKP, en lien avec l'échec du processus de paix avec le PKK.

Comment la gauche anticapitaliste est-elle intervenue dans cette campagne ?

Une certaine partie des forces anticapitalistes, qui avaient toujours été proches du mouvement kurde, ont intégré directement le HDP. D'autres ont mené des campagnes indépendantes de soutien au HDP. La campagne la plus dynamique a été « 10'dan Sonra », impulsée entre autres par Baslangic, une organisation marxiste née de Gezi. S'y trouvait aussi Musterekler, un collectif de défense des biens communs actif durant Gezi. Cette campagne était ouverte et reposait sur l'opposition au projet de système présidentiel et un soutien au HDP pour faire barrage à l'AKP. Elle a appuyé de nombreux points du programme du HDP, comme la démocratie, l'écologie, les droits des femmes, les droits sociaux. Le défi est de pouvoir garder cette dynamique d'unité de la gauche anticapitaliste autour du HDP. Comme le posait le slogan de la campagne, la percée du HDP permet désormais de respirer en Turquie...
Propos recueillis par Alexandre G.

ALLEMAGNE

Mobilisations ascendantes

En juin 2015, il y a déjà eu plus de grèves en Allemagne que sur l'année 2014. Et aucun des conflits entamés n'est terminé...

Chez les cheminotEs, le syndicat majoritaire EVB (membre de la confédération DGB) avait signé un accord qui ne va guère plus loin que ce que proposait le patronat, sans rien sur le temps de travail. Le GDL, syndicat minoritaire qui a récemment mené 7 jours de grève, attend la fin d'une médiation. Si le résultat n'est pas satisfaisant, il y aura consultation des adhérentEs, et le mouvement pourrait redémarrer. Si le GDL obtient mieux que l'EVB, ce sera valable pour l'ensemble du personnel. Pour cette raison et parce qu'en toile de fond, il y a la volonté du gouvernement de restreindre le droit de grève en privant les syndicats minoritaires du droit de négociation, il est difficilement imaginable que le GDL cède. Pour les postierEs, après des grèves « d'avertissement », la grève « pour de bon » a démarré. Au cœur du conflit, l'exigence de mêmes contrats pour les distributeurs de colis travaillant formellement pour des « firmes étrangères ». Là encore, un compromis facile est peu imaginable, car la poste privatisée veut encore plus de profits. Dans sa logique, demain d'autres secteurs postaux seront sur la sellette ! Ailleurs, chez les éducatrices de la petite enfance et les travailleurs sociaux, après quatre semaines de grève, le travail a repris pour la période de médiation. Ce pourrait bien être provisoire. Le patronat – l'association des communes – argue du vide des caisses publiques. Avec le syndicat des services publics Verdi (le même que les postierEs), les éducatrices veulent une revalorisation de 10% pour s'aligner sur les employéEs de qualification semblable. Il y a aussi bien des grèves dans d'autres secteurs...



Les postierEs allemands en Streik! DR

Riposter à l'offensive

D'où vient cette rupture avec la passivité récente ? Tout d'abord, la grande coalition de la CDU de Merkel avec le SPD n'a presque rien rapporté aux salariéEs. Le salaire minimum connaît tellement « d'exceptions » qu'il n'améliore le sort que d'un très petit nombre de gens. La déception est donc grande, au point que des fissures apparaissent entre le SPD et les directions syndicales, même les moins combattives... D'autre part, et c'est probablement plus profond, il y a une colère retenue depuis longtemps et un sentiment de rancune diffus. C'est surtout sensible dans les services, dans cette large couche victime des privatisations, là où l'on fait l'expérience de situations dégradées. Il s'agit d'une tendance lourde, les conflits sociaux s'exacerbant en réaction à une offensive patronale et gouvernementale qui attaque avec détermination et férocité ce qui reste des acquis du salariat. Nous sommes encore loin de l'heure des bilans. Les luttes connaissent une tendance ascendante : 25 000 manifestantEs contre l'inauguration du siège de la Banque centrale européenne à Francfort, cela en pleine semaine. 40 000 personnes contre le sommet du G7 en Bavière. Et pour ce 20 juin, Attac table sur 100 000 personnes à Berlin pour protester contre la façon dont la troïka traite le peuple grec et les réfugiéEs, et même si ce chiffre est optimiste, on peut s'attendre à une manifestation de masse. Oui, la situation est en train de changer.
De Berlin, Manuel Kellner

ÉTAT ESPAGNOL Dans les municipalités, de nouveaux défis

Les rapports de forces commencent à changer... Notre camarade récemment disparu Miguel Romero disait : « Pour que les choses bougent, pour pouvoir casser l'hégémonie des possédants, pour qu'il y ait une montée de la lutte de classes, il faut que nous les révolutionnaires soyons capables de dresser une alternative politique unitaire (anticapitaliste ou même anti-austérité) qui déstabilise toute la représentation politique et casse l'hégémonie du PS parmi les couches populaires ». Le mouvement des Indignés, une bonne dose d'initiative et pas mal d'audace ont rendu cela possible...

Ce samedi 13 juin, ni Miguel Romero ni Daniel Bensaid n'auront eu la chance de voir notre camarade d'Anticapitalistas, José María González « Kichi », s'adresser à une population enthousiaste en tant que maire de Cadix, membre de la IV^e Internationale, mettant fin à 20 ans de gouvernance autoritaire du PP. Cette victoire est symbolique à plusieurs niveaux. Cette candidature, plus radicale que celles qui l'ont aussi emporté à Barcelone, Badalona, Madrid, Saragosse, La Corogne, Compostelle, etc., a chassé la droite dure, habituée à ne pas avoir une opposition digne de ce nom. Cadix montre aussi ce que Podemos pourrait être avec une autre orientation. La direction ne voulait pas participer directement aux municipales sous prétexte « d'empêcher l'élection d'arrivistes incontrôlés », en fait pour marginaliser nos camarades et négocier par en haut des initiatives unitaires, voire avec des appareils réformistes déjà en place. Cela explique le grand nombre de conflits internes et les manœuvres bureaucratiques qui, entre octobre 2014 et mai 2015, ont vidé progressivement les cercles de



Jose Maria Gonzalez et Teresa Rodriguez, attaqués par la presse bourgeoise comme les « Clinton andalous... » DR

militantEs combattifs et contribué à épuiser la dynamique de la fondation. Cette orientation a permis que les appareils (ICV, IU, Equo, etc.), qui auraient pu disparaître dans l'ouragan Podemos, reprennent l'initiative, profitant par exemple à Barcelone de la candidature d'Ada Colau, une ancienne autonome antiparti disposant d'un prestige énorme dû à son combat pour le droit au logement. Le rapport de forces s'est équilibré : les candidatures d'unité populaire (CUP) sont plus fortes, et Podemos a perdu son dynamisme initial. Ceci dit, Podemos reste le seul parti centralisé capable de représenter une alternative aux prochaines législatives en novembre.

À l'épreuve du pouvoir

Le succès de « Por Cádiz sí se puede » a obligé le PS à nous soutenir, en position de faiblesse, pour ne pas perdre complètement sa crédibilité vis-à-vis des couches populaires. Cette situation s'est répétée à Barcelone, Madrid, Saragosse... où le PS a dû soutenir le CUP contre la droite. Cadix montre aussi à la direction de Podemos que participation, radicalité et hégémonie des révolutionnaires sont parfaitement compatibles avec des succès électoraux, à condition que l'on combine mobilisation, auto-organisation et démocratie interne. Cela illustre aussi qu'il est possible à la fois de se différencier de la direction de Podemos et de diriger un

processus réel, si l'on comprend que les masses se radicalisent grâce à l'expérience et pas grâce aux dénonciations incompréhensibles faites par des professeurs rouges... De grands obstacles nous attendent, et l'épreuve du pouvoir va être difficile. D'abord parce que les partis du régime préparent pièges et provocations, profitant de notre inexpérience. De plus, l'absence de majorités absolues va obliger à des accords partiels avec le PS ou avec des courants nationalistes de centre-gauche. Les pouvoirs en place vont essayer de bloquer tout changement, et certains médias vont taper dur contre ces nouveaux gouvernements : ainsi l'affaire des tweets – par ailleurs tout à fait condamnables – de Guillermo Zapata, conseiller déjà démissionnaire de Madrid et, pas par hasard, membre de l'aile gauche de la coalition... Dernier problème et pas le moindre : un grand nombre de caisses sont vides pour changer de politiques et développer un plan d'urgence sociale. Mais, comme le dit le nouveau maire trotskiste de Cadix (!) : « Nous nous tromperons sans doute souvent, mais jamais de combat ! » À suivre...
De Barcelone, Andreu Coll

IL Y A 70 ANS, L'ONU

La paix impérialiste... ou la guerre permanente?

«Nous, peuples des Nations unies, résolu à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui, deux fois en l'espace d'une vie humaine, a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances...», est-il écrit dans le préambule de la Charte des Nations unies signée le 26 juin 1945 à San Francisco... quelques semaines avant les bombes atomiques d'Hiroshima et Nagasaki.

Ces louables déclarations d'intention indiquent un des objectifs de la fondation de l'ONU : répondre aux aspirations des peuples à la paix. Les classes dominantes et les États déconsidérés avaient besoin de recréer la confiance face à ce qu'ils pensaient être la menace du communisme, de la révolution. Dans le même temps, il s'agissait pour la puissance dominante qui avait affirmé son leadership à travers la guerre, de se donner les moyens politiques, avec ses alliés, d'assurer sa domination. Le monde n'était pas pour autant entré dans une marche tranquille vers la paix. Celle-ci n'est, dans le monde capitaliste, que la gestion d'un rapport de forces dans lequel les armes

diplomatiques ne valent guère, si elles ne sont pas fondées sur des armes matérielles bien réelles... Le droit international est en fait la codification de ce rapport de forces écrit par les puissances dominantes. L'intervention des peuples, les révolutions coloniales – Vietnam, Palestine, Cuba, Algérie... – ont bousculé le jeu des grandes puissances. Les luttes d'émancipation nationale ont fait passer le nombre d'États membres de 51 États fondateurs à 193. L'émergence des peuples a rendu de plus en plus difficile le maintien de l'ordre mondial impérialiste. L'URSS s'est effondrée, et les USA ont vu leur prédominance s'affaiblir devant les pays émergents. La « coexistence pacifique » d'hier, accord tacite entre les USA et l'URSS, a aujourd'hui

céde la place à un monde éclaté. Cadre de cette coexistence, l'ONU n'a plus pour fonction que de légitimer les interventions menées ou commanditées par les USA. L'Otan est devenue l'instrument militaro-diplomatique prépondérant pour maintenir leur ordre mondial. La non-ingérence dans les affaires intérieures des États, censée être un principe de base de l'ONU, est aujourd'hui constamment transgressée. Avec la mondialisation, l'essentiel des tensions internationales dérive des formidables contradictions engendrées par l'offensive du capital et la concurrence internationale, ainsi que par les interventions des grandes puissances qui créent une situation de chaos au Moyen-Orient, en Afrique ou en Ukraine. L'instabilité, l'insécurité, la pauvreté,

les inégalités croissantes, la précarité sanitaire, engendrent des tensions internes et déstabilisent les États. Les ambitions initiales, « favoriser le progrès économique et social de tous les peuples », sont restées des mots creux. L'ONU a été tout aussi incapable d'assurer « le développement humain » que la paix ou aujourd'hui la lutte contre le réchauffement climatique. Cadre politique de la mise en œuvre de la volonté des grandes puissances au service des multinationales qui ont mis le monde en coupe réglée, l'ONU a perdu tout rôle réel si ce n'est de continuer à tenter de donner une légitimité à une politique qui accentue de façon dramatique les inégalités, et engendre le chaos et la guerre.
Yvan Lemaitre

Une naissance sur baptismaux de

La nouvelle guerre impérialiste – qui avait pris une dimension en 1941 avec l'entrée dans le conflit des États-Unis et de l'Allemagne nazie – se termine pour les vainqueurs comme une victoire des « démocraties » co-

C'était l'esprit de la « Charte de l'Atlantique » rédigée la même année qui servit de base à la propagande jusqu'à la fin de la guerre. Fondée lors de la conférence de San Francisco en juin 1945 par une cinquantaine d'États (à l'exclusion des pays vaincus), l'ONU devait participer à la reconstruction d'un « nouvel ordre mondial » complété par diverses institutions financières suite aux accords de Bretton Woods l'année précédente (avec le FMI et la BIRD, ancêtre de la Banque mondiale). La Charte de l'ONU était significative : elle proclamait sa « foi dans les droits fondamentaux de l'homme » (une « déclaration universelle » fut ensuite adoptée en 1948), dans le « progrès social » et une « liberté plus grande » sans lesquels la paix n'est pas possible. On pouvait certes y voir une évolution dans la réflexion après les années 1930 et une manière aussi de prendre en compte les aspirations des

peuples à la fin de la guerre. Cela s'est même traduit par la mise en place de nombreuses institutions : outre l'OIT sur le droit du travail, la FAO (agriculture et alimentation), l'UNESCO (éducation et culture), l'UNICEF (enfance), l'OMS (santé)... Mais l'hypocrisie était une nouvelle fois au rendez-vous.

L'ordre règne

L'adoption de la Charte au mois de juin eut lieu très exactement entre la conférence de Yalta en février, celle de Potsdam en juillet, et le largage des bombes atomiques en août. La séquence chronologique était totalement cohérente. À Yalta, on proclamait le droit des peuples à choisir librement leur gouvernement, mais dès octobre 1944, Churchill était allé cyniquement négocier le découpage de l'Europe avec Staline comme il l'a raconté lui-même dans ses mémoires. En juillet à Potsdam, il fallut affiner en fonction des rapports de forces sur le terrain, tandis que la démonstration de

Aux origines, la Société des Nations

Lénine appelait la SDN la « caverne des brigands ». Elle a pourtant fait illusion...

Le projet avait été avancé par le président des États-Unis Wilson pour une « paix juste et équitable » en janvier 1918. Le plan en « 14 points » prétendait refonder les relations internationales autour de quelques principes, comme la fin de la diplomatie secrète, le désarmement, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la liberté de commerce et l'établissement d'une Société des Nations susceptible de garantir la paix par

l'arbitrage international, et la mise en place d'un système de sécurité collective. Souvent qualifié d'idéaliste tout en n'ayant pas hésité un instant à intervenir contre le Mexique insurgé quelques années plus tôt, Wilson devait faire face en ce début d'année 1918 à une situation incertaine : les États-Unis venaient juste d'entrer effectivement en guerre, et l'Allemagne, libérée sur le front oriental par la révolution russe, avait encore les moyens de

négocier une paix honorable. Il fallait également contrer la propagande des bolcheviks sur la paix et le droit des peuples. Les « 14 points » étaient truffés de contradictions, mais ils furent de toute façon jetés aux oubliettes. Après novembre 1918, le droit des vainqueurs s'imposa en écrasant les vaincus (« Le boche paiera » dit Clemenceau), avec sa diplomatie secrète accouchant de nombreux traités, dont celui de Versailles redécoupant en fonction des intérêts des grandes puissances et des rapports de forces les territoires, en Europe mais aussi au Moyen-Orient. Une majorité républicaine élue en 1920 aux États-Unis, partisane d'un retour à l'isolationnisme, décida d'arrêter les frais. La SDN voulue par Wilson eut bien du mal à s'en remettre.

Vers une nouvelle guerre impérialiste

On a souvent pointé la faiblesse de la SDN à cause de ses problèmes de fonctionnement. C'est évidemment une illusion. Il fallait certes l'unanimité pour la prise de décision (mais est-ce différent du droit de veto appliqué pour l'ONU?). En dehors de cela, les dispositifs étaient fondamentalement les mêmes, puisque le « pacte de la SDN » adopté en 1919 prévoyait explicitement la

possibilité de mettre en place une force internationale. En fait, la SDN suivit les aléas de la diplomatie, elle-même rythmée par les soubresauts du capitalisme. L'Allemagne y entra en 1926 une fois la situation stabilisée, ce qui donna lieu à un discours épique d'Aristide Briand sur « l'œuvre de paix universelle ». Le même proposa un pacte en 1928 qui mettrait la guerre « hors-la-loi », signé par la quasi-totalité des pays indépendants à cette époque. Puis ce fut la crise de 1929 et ses conséquences, et « l'esprit de Genève » qui s'en alla à vau-l'eau. Hitler décida de s'en aller dès 1933, avant de commencer à réarmer et à multiplier les annexions après 1935. Le Japon fit de même en 1933 après l'annexion de la Mandchourie. L'absence de volonté d'appliquer la moindre sanction contre l'Italie qui venait d'envahir l'Éthiopie fut particulièrement significative, ce qui n'empêcha pas Mussolini de faire un peu de cinéma et de partir à son tour en 1937. Par contre, la SDN fit le choix d'accueillir l'URSS de Staline en 1934 avant de l'expulser en 1939 après l'invasion de la Finlande. À cette date, elle n'était plus qu'une coquille vide. Une nouvelle guerre pour le partage du monde pouvait commencer...
Jean-François Cabral

Dès sa fondation, l'ONU est l'instrument de la politique américaine dite de « containment » face à l'URSS.

Ce fut d'abord le partage de l'Allemagne, avec le blocus de Berlin en 1948, puis la guerre de Corée en 1950 où l'ONU légitima l'intervention militaire américaine, une guerre de trois ans pendant laquelle Mac Arthur menaça d'employer la bombe atomique. Faisant silence sur la politique de la France dans ses colonies, au Vietnam, au Maroc, en Algérie sans oublier les Antilles, le Conseil de sécurité condamne l'intervention de l'URSS pour écraser la révolution hongroise de 56. Puis, sous la pression des USA défendant leurs propres intérêts au Moyen-Orient, l'ONU se désolidarise de la coalition anglo-franco-israélienne contre Nasser et l'Égypte qui viennent de décider de nationaliser le canal de Suez. Elle décide l'envoi de troupes pour faire pression pour des négociations. Naissent alors les « casques bleus », nom donné aux troupes commandées par l'ONU.

En 1957, l'Assemblée générale vote une résolution pour « le respect sur le plan international du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », un concentré de son impuissance et de son cynisme, « ce machin », disait de Gaulle... Son rôle pitoyable lors de l'indépendance du Congo en 1960, où

elle se fait le complice de l'État colonial belge et de l'assassinat de Lumumba, en est une sinistre illustration.

Après l'effondrement de l'URSS au début des années 1990, la première guerre d'Irak de février 1991, l'opération « tempête du désert » commanditée par l'ONU est militairement dirigée directement par les USA. Une nouvelle période s'ouvre. Sous la houlette de Bush, les USA veulent dessiner un nouvel ordre mondial « où les Nations unies, libérées de la guerre froide, sont en mesure de réaliser la vision historique de leurs fondateurs ». En fait la décennie des années 90 deviendra « la décennie des sanctions » : Irak (1991), Somalie (1992), Bosnie (1992), Haïti (1994), Rwanda (1994), Zaïre (1996), Albanie (1997), Sierra Leone (1999), Timor oriental (1999), Kosovo (1999), Afghanistan (2002), Burundi (2004)... En 1991, commence aussi la guerre en Yougoslavie qui éclate sous la pression des grandes puissances européennes. Les USA y interviennent dans le cadre de l'Otan, écartant l'ONU, y compris des négociations de Dayton en 1995. Puis, l'ONU appellera l'Otan à intervenir dans la guerre du Kosovo...

Leur « nouvel ordre mondial »

Le nouvel ordre de Bush est celui de l'offensive cynique et brutale des USA pour imposer leur leadership au monde en se servant de l'ONU comme paravent démocratique de leur bras armé, l'Otan. Le 7 octobre 2001 commence la



les fonds s USA

tion réellement mondiale
URSS – fut présentée par
contre les « dictatures »...

force à Nagasaki et à Hiroshima était destinée de son côté à empêcher l'URSS d'intervenir sur le front asiatique et de prétendre négocier la même chose dans cette partie du monde. Mais en Europe, ce sont toutes les grandes villes qui ont été rasées, broyant au passage les populations civiles et leurs possibles réactions. La notion de « crime de guerre » fut mise à l'honneur l'année suivante au procès de Nuremberg... mais pas pour les vainqueurs. Quant aux peuples colonisés, ils n'étaient visiblement pas concernés par le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes »...

Il y avait d'autres urgences. La course entre les « deux grands » avait commencé bien avant le déclenchement officiel de la guerre froide en 1947. Un droit de veto avait été institué dès 1945 pour les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, symbole de cette rivalité et de la mainmise des grandes puissances sur le monde.
Jean-François Cabral

Quand les peuples s'en mêlent...

L'accession de plusieurs anciennes colonies à l'indépendance (à commencer par l'Indonésie en 1945 – elle ne sera reconnue qu'en 1949 –, l'Inde et le Pakistan en 1947, la Birmanie et le futur Sri Lanka en 1948), ont commencé à bousculer les choses.

Les pays du bloc dit « socialiste » et les pays ayant accédé à l'indépendance – dits du « tiers monde » – vont ainsi temporairement former une majorité non homogène sur les questions ayant trait à la décolonisation. Cela durera au moins jusqu'au vote de la résolution de 1975 sur le caractère raciste du sionisme, qui verra le représentant des USA quitter l'hémicycle.

À partir de la « conférence des nations afro-asiatiques » organisée du 18 au 24 avril 1955 à Bandung en Indonésie et regroupant 29 pays indépendants (alors que la majorité des pays africains n'obtiendront l'indépendance qu'à partir de 1960), ces États déclarent « leur refus d'être les instruments des rivalités des grandes puissances », affirment « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », et lancent le mouvement des pays non alignés. Ils cherchent à peser de façon autonome : votant sur les sujets géopolitiques ou relatifs à l'ordre économique mondial

avec les pays « socialistes », mais gardant par ailleurs une liberté politique vis-à-vis de l'URSS et de la République populaire de Chine (cette dernière n'accédant à l'ONU qu'en 1971, le siège chinois était jusque-là réservé à l'île de Taïwan et à son gouvernement « anticommuniste »...).

Une décolonisation inachevée

L'ONU est contrainte de prendre en compte le processus de décolonisation : le Comité spécial de décolonisation est créé en 1961 et fait condamner par des votes en assemblée générale les puissances coloniales qui refusent de se retirer (la Grande-Bretagne en Rhodésie, le Portugal dans ses colonies africaines...), des votes assez formels... Les gouvernements du « tiers monde » qui se réclament d'une inspiration révolutionnaire, notamment castriste et/ou guévariste, cherchent en même temps à se doter de structures transnationales propres. Du 3 au 15 janvier

1966 se déroule, à La Havane, la conférence tricontinentale qui lance l'Organisation latino-américaine de solidarité (OLAS) qu'il est question d'élargir aux mouvements d'émancipation des Noirs nord-américains. Mais les rivalités politiques, surtout entre l'URSS et la Chine, et les tentatives d'instrumentalisation qui en résultent, sabotent le processus. Aujourd'hui, le Comité spécial de décolonisation des Nations unies tient à jour une liste de « territoires non autonomes », actuellement 19, qui restent à décoloniser. Certains dossiers y sont inscrits depuis longtemps, comme le Sahara Occidental (depuis 1965). Malgré l'hostilité du pouvoir français, la Polynésie française, qui avait été retirée de la liste, y a été de nouveau rajoutée en mai 2013... Le 19 juin 2014, un représentant... de l'État d'Israël, Mordehai Amohai, a été élu au poste de vice-président du Comité spécial. Plus qu'un symbole...
Bertold du Ryon

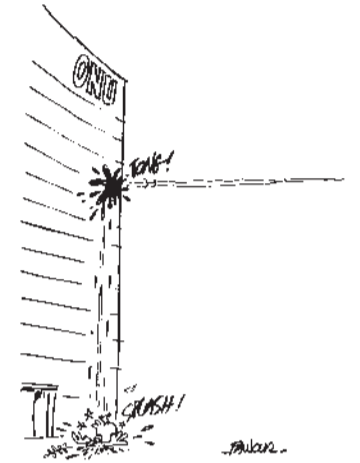
« We are the world... »

Lors du dernier sommet de l'Otan en Turquie, le secrétaire général de l'Otan a fait chanter à l'aréopage de ministres des Affaires étrangères et de galonnés présents la chanson de Michael Jackson, « We are the world »...

Une mascarade d'autant plus cynique que l'œuvre a été composée pour collecter des fonds afin de vaincre la famine en Éthiopie (1984-85)... Un cynisme à l'image de l'idéologie des dirigeants du bras armé des maîtres du monde. Nous sommes bien loin de *La Déclaration universelle des droits de l'homme* adoptée en 1948 : « la volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics. » Cette volonté rentre en contradiction avec le moteur même de toute la vie économique fondée sur la course au profit pour le compte des puissances financières et des multinationales qui se soumettent les États. Les velléités de réformer l'ONU n'ont pas manqué mais il est clair que plus les conditions historiques qui ont prévalu à sa naissance s'éloignent dans le temps, plus son rôle s'amenuise tant dans le domaine de la régulation des relations internationales que dans le domaine social et économique. Le marché et la concurrence détruisent toute possibilité de donner un autre contenu à ce qu'il est convenu d'appeler « la communauté internationale » que celui de la lutte entre les puissances et contre les peuples.

Remplacer la concurrence par la coopération

La mise en œuvre de ces principes suppose une transformation radicale, au sens révolutionnaire du mot, des bases mêmes de ce qui régit les rapports entre les peuples. Remplacer la concurrence mondialisée par la coopération est la condition de relations de solidarité



et de paix entre les nations. Cela suppose d'en finir avec le règne des multinationales pour redonner aux peuples le contrôle de l'économie et de la vie sociale. C'est bien d'une révolution dont il s'agit, une révolution qui sera l'œuvre de la classe, le prolétariat, qui n'a pas de privilèges nationaux à défendre, qui poussera la démocratie jusqu'au bout pour lui donner une dimension universelle, c'est-à-dire internationale. Cette transformation se fera à travers les luttes permanentes pour débarrasser la société des instruments de domination des vieilles classes dominantes et construire un monde débarrassé de la propriété privée et de la concurrence capitaliste, rompre le cadre étouffant des États nationaux pour étendre à l'échelle mondiale le processus révolutionnaire et doter le nouveau monde d'un réel parlement des travailleurs et des peuples, placé sous leur contrôle pour servir les intérêts de toute l'humanité.
Yvan Lemaitre

que USA

guerre en Afghanistan, l'opération « Enduring freedom », le 18 février 2003 la deuxième guerre d'Irak, puis, Saddam Hussein renversé, l'occupation militaire du pays. L'ONU se soumet au principe de « la guerre préventive » avant de faire sien celui du « droit d'ingérence ».

Le 17 mars 2011, le Conseil de sécurité de l'ONU demanda aux États membres de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger la population libyenne. L'opération militaire internationale « Aube de l'odyssée » est lancée le 19 mars. Puis, la même année, la résolution 1975 du Conseil de sécurité sur la situation en Côte d'Ivoire impose des sanctions contre Laurent Gbagbo, en soutien à Ouattara. Elle débouchera sur l'intervention de la force française Licorne en soutien aux troupes d'Ouattara. Ensuite ce sera l'adoption de la résolution 1973 par les affrontements par groupes locaux interposés en Ukraine, en Syrie ou au Yémen, la coalition contre Daesh.

Le libéralisme est indissociable d'une politique impérialiste et militariste. Comme l'écrivait le journaliste américain Thomas Friedman : « L'intégration économique de la planète requiert la disposition de la puissance américaine à utiliser sa force contre ceux qui, de l'Irak à la Corée du Nord, menaceraient le système de mondialisation. La main invisible du marché ne peut pas fonctionner sans un poing caché. McDonald's ne peut pas fonctionner sans McDonnell Douglas... ».
Yvan Lemaitre

Israël foule aux pieds les résolutions de l'ONU

Adoubé à sa naissance par les grandes puissances occidentales et l'URSS, Israël a toujours foulé aux pieds le droit international. Enfant gâté de l'ONU, ce ne sont pas moins de 34 résolutions le concernant auxquelles l'État sioniste a refusé de se soumettre depuis sa création...

Cette mansuétude toute particulière illustre à quel point l'ONU pratique la politique du « deux poids, deux mesures », donnant son feu vert aux pires interventions impérialistes et acceptant qu'en permanence, un de ses États membres s'assoie sur les votes de l'assemblée générale. Parmi les 34 violations des résolutions de l'ONU commises par Israël, nous ne nous attarderons que sur les plus significatives. Le 14 mai 1948, la « déclaration d'indépendance » d'Israël fait fi de l'adoption du plan de partage de la Palestine défini par la résolution 181 du 29 novembre 1947 prévoyant la division de celle-ci en deux États indépendants – l'un arabe, l'autre juif – et un statut spécial pour Jérusalem placé sous administration des Nations unies. La résolution 194 du 11 décembre 1948 exige que les réfugiés qui le désirent puissent « rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et vivre en paix avec leurs voisins ». Après la guerre de juin 1967, le Conseil de sécurité « condamne l'acquisition de territoire par la guerre, et demande le retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés ». Et le 21 mai 1968, ce même Conseil de sécurité (dans la résolution 252) déclare « non valides les mesures

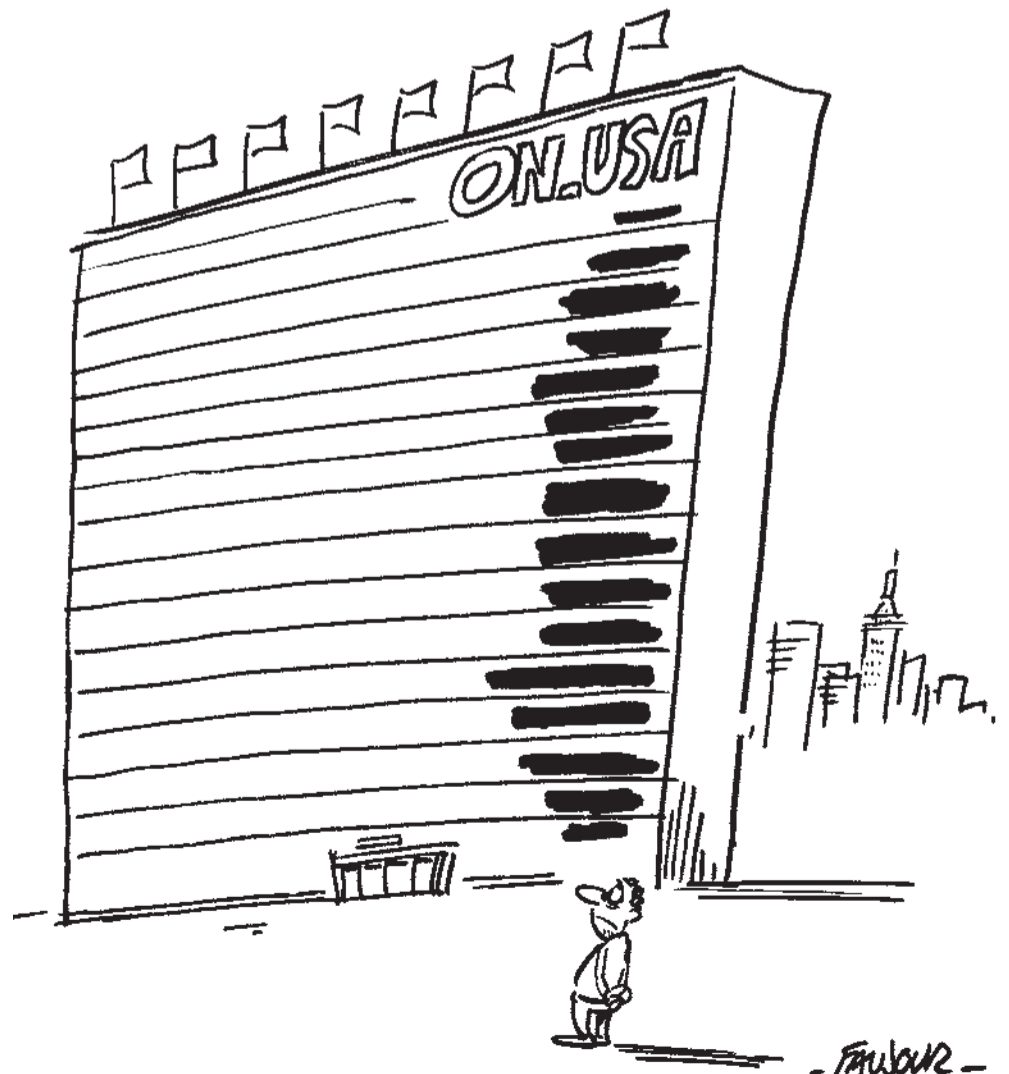
prises par Israël, y compris l'expropriation de terres et de biens immobiliers ».

« Le droit humanitaire international » ?

La résolution 446 du 22 mars 1979 exige « l'arrêt des pratiques israéliennes visant à établir des colonies de peuplement dans les territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés depuis 1967 », colonies qui n'ont « aucune validité en droit ».

À la suite du massacre de la mosquée de Hébron, l'Assemblée générale adopte le 18 mars 1994 la résolution 904 enjoignant Israël de prendre des mesures pour « prévenir des actes de violence illégaux de la part des colons israéliens ». La résolution 1402 adoptée le 30 mars 2002 exigeait le « retrait des troupes israéliennes des villes palestiniennes »... Et pour finir, la résolution 1544 du 19 mai 2004 demandait qu'Israël « respecte les obligations que lui est faite de ne pas se livrer aux destructions d'habitations »...

On sait ce qu'il adviendra de ces résolutions lors des deux terribles agressions contre le peuple de Gaza avec les opérations « plomb durci » et « bordure protectrice »...
Alain Pojolat



ASCENSEURS OTIS

Mépris des salariéEs et des usagers

Ce lundi 15 juin, la grève des salariéEs d'Otis en est à son 10^e jour. Le nouveau rassemblement sur le parvis de la Défense, au pied de l'immeuble où se tient enfermée au propre comme au figuré la direction de la première entreprise de la profession, montre le maintien de la mobilisation des grévistes.

Depuis dix jours, dans plusieurs villes en région, ils/elles ont multiplié rassemblements, manifestations, opérations escargots... Près de 10 000 pannes restent non prises en compte, malgré les demandes de renfort faites par la direction d'Otis aux entreprises de la profession. Mais tout aussi déterminée est la direction de l'entreprise. Le refus de céder n'est pas seulement économique, c'est aussi une volonté politique délibérée de répondre favorablement aux revendications des salariéEs...



Otis grévistes... DR

Pour une mobilisation nationale

Les revendications vont bien au-delà des salaires. Avec des plans sociaux à répétition, c'est l'aggravation des conditions de travail, la sécurité des salariéEs et des usagerEs qui sont au cœur de la mobilisation. Donc des revendications qui concernent toute la profession. Une profession où la notion de cartel mafieux est une réalité maintes fois vérifiée. Les quatre «grands» européens (Otis, Schindler, Kone et Thyssen) sont régulièrement condamnés, avec des amendes très élevées, pour entente sur les prix, partage des marchés, sans même parler des surfacturations. Chez Thyssen, le site d'Angers est en cours de liquidation en vertu de la nécessité de réduction des coûts. Chez Schindler, la direction ose proposer 15 euros d'augmentation mensuelle pour toutes et tous. Une tentative de déminage d'une éventuelle mobilisation qui relève du mépris et confine au ridicule. C'est donc aussi un enjeu pour l'ensemble des organisations syndicales et des salariéEs de la profession de joindre leurs forces, leurs mobilisations. Une initiative nationale, intra-entreprise, interprofessionnelle, est en discussion. Une urgence à faire aboutir en même temps que la recherche du soutien des usagers.

Robert Pelletier

Malgré les intimidations de la hiérarchie, les assignations massives et les retraits sur salaire, les «nouvelles bases de dialogue» de Hirsch ont été rejetées par l'ensemble des personnels qui étaient 10 000 à se mobiliser à l'appel de l'intersyndicale.

Accueil à coups de lacrymo et matraques

Dynamique et combative, la manifestation s'est dirigée vers l'Élysée pour interpeller Hollande et son gouvernement. En effet, le plan Hirsch – «renégocier» les 35 heures et l'organisation du travail à l'AP-HP, en supprimant un grand nombre de jours de RTT et de repos des 75 000 salariéEs (hors médecins) du plus grand groupe hospitalier d'Europe – s'inscrit dans leur «Pacte de responsabilité». Ce gouvernement veut économiser 10 milliards d'euros dans la santé, dont 3 dans les hôpitaux publics! La bataille de l'AP-HP est cruciale pour le secteur de la santé, et centrale dans la guerre contre l'austérité. Et en guerre ce gouvernement l'est: la délégation de l'intersyndicale et les manifestantEs qui ont voulu se rapprocher de l'Élysée à la fin de la manifestation se sont fait accueillir à coups de lacrymogènes et de matraques par les CRS.

Pas d'essoufflement

Les milliers de manifestantEs ont clairement exprimé leur rejet total du plan Hirsch. Beaucoup de banderoles pour s'adresser à toute la population, et dire que le mouvement va au-delà de la défense des RTT: «Personnel épuisé = santé en danger»... C'est ce qui explique aussi que le mouvement ne s'essouffle pas pour l'instant: les hospitalierEs ont conscience que c'est le sens même de leur métier qui est menacé. Et ce 11 juin a vu des collègues et des services qui n'avaient pas encore été touchés par la grève entrer dans la danse. Des délégations de grévistes venus de Toulouse, Caen, Rouen, Besançon, Rennes, comme des centaines de collègues des hôpitaux psychiatriques de la région parisienne, ont également battu

AP-HP Les hospitalierEs ne baissent pas pavillon!

À la veille de la troisième journée de grève de toute l'AP-HP (Assistance publique – hôpitaux de Paris), la question était légitime: le mouvement allait-il s'essouffler? Eh bien non!



Après une nouvelle journée de mobilisation, on continue! PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

le pavé, non par simple «solidarité», mais aussi parce que si le plan Hirsch s'impose à l'AP-HP, tout le monde y passera dans l'hôpital public.

Nouvelle formulation, vieux projet

C'est l'une des raisons d'une possible victoire du mouvement: celui-ci peut s'étendre au-delà de l'AP-HP, gagner ne serait-ce que les nombreux établissements qui subissent eux-mêmes attaques et restructurations, cristalliser un ras-le-bol général du secteur de la santé. Il peut avoir une résonance politique immense dans tout le pays et symboliser le rejet de l'austérité. Pour en arriver à une telle épreuve de force, politique, il faut une énergie considérable.

De la colère. Beaucoup de salariéEs en ont, ils viennent encore de le montrer. Et beaucoup de détermination.

Le gouvernement est ainsi coincé entre l'enjeu du projet et le risque d'extension de la mobilisation. C'est ce qui explique la sortie de ce «relevé de conclusions», formulation habituellement réservée à une fin de négociation, mais qui en l'espèce n'est qu'une nouvelle formulation du même projet. Derrière l'annonce du renoncement au projet délirant des 7 heures par jour, il y a une tentative de division des personnels, voire de l'intersyndicale, avec des mesures différenciées. Mais l'essentiel reste: supprimer des jours de repos, RTT ou autres, pour préserver l'objectif initial de résorption de la dette des repos due sur les comptes épargne-temps, et dans la foulée, la suppression de 4 000 CDD...

Prendre ses affaires en main

L'intersyndicale ne baisse pas pavillon, et continue d'exiger

le retrait total du projet Hirsch. Mais elle hésite sur l'extension de la lutte à l'ensemble de la fonction publique hospitalière. Malgré tout, les décisions de l'intersyndicale de ce mardi 16 juin fournissent la possibilité de poursuivre la lutte. Un nouveau rassemblement est organisé jeudi 18 juin¹ pour exiger le retrait total du plan Hirsch et réaffirmer les revendications des personnels: maintien des 35 heures et des RTT, avec l'embauche indispensable et urgente pour la qualité des soins et l'arrêt de la dégradation des conditions de travail. Plus que jamais les salariéEs de l'AP-HP doivent amplifier le mouvement, prendre leurs affaires en main dans leurs AG locales, et s'organiser démocratiquement à l'échelle de tous les hôpitaux de l'AP-HP pour se coordonner et décider de l'avenir.

CorrespondantEs

1 – À 11h, devant le siège de l'AP-HP, avenue Victoria

LILLE (59) De Suez à Veolia, rien n'est réglé...

Le 17 avril, la métropole lilloise (MEL) a attribué à Veolia le contrat de délégation de service public pour la distribution d'eau. Elle a donc refusé le retour en régie publique malgré la bataille unitaire menée en ce sens depuis 2011 par le collectif eau, dont le NPA est membre.

Cette délibération est passée très largement. Parmi les partis membres du collectif, seuls les élus verts ont voté contre, ceux du PCF s'abstenant... Il faut d'ailleurs savoir que depuis les dernières municipales, l'exécutif de la MEL va de l'UMP au PCF en passant par les Verts et le PS.

Le choix de la régie s'imposait pourtant d'autant plus que le bilan du contrat précédent, confié à Suez, est accablant: plusieurs centaines de millions de dettes ont été accumulées. La métropole a d'ailleurs accepté de ne pas recouvrer l'essentiel de cette dette, preuve de sa complicité avec les multinationales de l'eau.

L'EAU est un bien vital
PAS une marchandise

Une «tarification écosociale»?

Notre lutte n'a cependant pas été vaine: nous avons obtenu la réduction du prix de l'abonnement et une diminution des tarifs. Par contre, il est à craindre que les ex-salariés de Suez fassent les frais de cette baisse: en effet, les

garanties collectives ne sont assurées que durant les 15 premiers mois de leur reprise... Par ailleurs, la «tarification écosociale» décidée par la métropole est d'une portée très limitée. En matière d'écologie, la dégressivité du coût de l'eau est maintenue pour les entreprises, la tarification

ne devenant progressive que pour les particuliers. En matière sociale, des aides et réductions sont accordées aux usagers qui ont de faibles ressources. Au lieu de suivre la revendication du collectif d'une gratuité pour tous des premiers m³, la métropole crée encore un système où l'usager doit démontrer sa précarité, avec les effets pervers de non-recours, d'effets de seuil, de stigmatisation... Enfin, n'oublions pas que Veolia est mouillée jusqu'au cou dans la colonisation israélienne. Bref, la mobilisation doit donc continuer pour une régie publique.

Correspondant

GUÉRET - - - - -
Une bouffée d'oxygène

Plusieurs milliers de personnes se sont retrouvées à Guéret pour un moment unique en son genre. Dans une période complexe où le mouvement social peine à riposter et à proposer une réelle alternative aux attaques tous azimuts, l'appel de Guéret 2015 sonne comme une bouffée d'oxygène.

Certes, la mobilisation attendue n'était pas totalement au rendez-vous et les responsabilités sont multiples, mais parler des absents serait faire ombre aux participantEs venus de plus de 50 départements et aux responsables nationaux des organisations présentes, en particulier ceux des fédérations CGT, FSU et Solidaires. Cette carence s'est donc

rapidement vu dépassée par ce qui est en train de naître de manière profonde: le rassemblement de forces syndicales, politiques et associatives autour d'un projet collectif. Comme le précise l'appel sorti de cette mobilisation, se crée un front social et politique pérenne pour «la défense, la reconquête, la réinvention et le développement des services publics. Des services publics, créateurs

«SALLE DE SHOOT» **Besoin sanitaire, offensive réactionnaire**

Une «salle de consommation à moindre risque» (SCMR), communément appelée «salle de shoot», surtout par les opposants, est un lieu destiné aux plus marginalisés des consommateurs de stupéfiants...

Elle a pour vocation de réduire les risques liés aux injections sans hygiène (VIH, hépatite C...), de renouer avec les consommateurs un lien social souvent anéanti, et de diminuer les nuisances dans l'espace public.

Il existe plus de 90 salles de ce type dans le monde. La première créée en 1986 à Berne est l'un des piliers essentiels de la politique de la Suisse en matière de drogue, où il existe actuellement une quinzaine de salles. Ce dispositif fonctionne avec des résultats positifs en Espagne, en Allemagne, au Luxembourg, au Danemark, en Norvège, aux Pays-Bas, au Canada et en Australie. En France, le dispositif fait débat et encore une fois, ce gouvernement cherche à ne pas brusquer la droite réactionnaire adepte du «pas de ça chez moi» et de la stigmatisation perpétuelle des plus faibles. La France essaie depuis 2013 d'ouvrir une SCMR à Paris, dans le quartier de la gare du Nord, haut lieu de la consommation et du trafic de drogues. Cette salle serait gérée par l'association Gaia, association qui fournit déjà aux toxicomanes du matériel stérile, avec des fonds publics. Dans ce quartier, jardin, toilettes publiques et cages d'escalier sont occupés par les toxicomanes, et la cohabitation avec les riverains est problématique.

Ouverture en 2016?

Un premier projet, boulevard de la Chapelle, a soulevé l'ire des riverains dont la plainte a été jugée recevable par le Conseil d'État le 6 juillet 2013, pour non-conformité à la loi de 1970 sur les stupéfiants. Néanmoins, soutenu par la mairie PS du 10^e arrondissement, le gouvernement a relancé le projet, et l'article 9 de la loi de modernisation du système de santé prévoit une expérimentation de 6 ans dans un local situé à l'intérieur de l'hôpital Lariboisière, avec deux infirmières rattachées. Cette salle coûterait 800 000 euros par an, sur un budget total de 388 millions d'euros consacrés à la prévention et à la lutte contre les addictions.

La loi doit passer au Sénat pour une adoption à l'automne et une ouverture de salle en 2016. Prudence quand même : au ministère de la Santé, on cherche des garanties... Les autorités annoncent dans le même temps une lutte accrue contre les dealers pour éviter l'effet d'attraction que pourrait générer la concentration de consommateurs.

La droite, UMP-Républicains en tête, est vent debout contre ce projet, et prédit l'arrivée de «paradis artificiels officiels», de «première marche vers la dépendance», de «zones de non-droit». Elle s'obstine à défendre l'utilisation d'un bus spécialisé touchant pourtant un très petit nombre de toxicomanes,



Une salle de consommation à Bâle en Suisse. DR

et prône sevrage et abstinence : des mots vains dans un monde où les drogués sont à ce stade des victimes...

Rappelons enfin que le chiffre d'affaire annuel de la drogue représente plus de 300 milliards d'euros dans le monde : le deuxième marché au monde après les armes, 2 milliards rien qu'en France. La drogue n'est pas née avec le capitalisme ni avec la mondialisation, mais le développement de son marché en est à l'évidence un avatar...

Catherine Segala

RÉFORME DU COLLÈGE

Après le 11 juin, amplifions la lutte

Ce 11 juin, l'intersyndicale (CGT, FO, FSU, Solidaires) appelait à une nouvelle journée de grève et de manifestations contre la réforme du collège, faisant suite à celle du 19 mai.

Cette journée a dans l'ensemble été moins suivie que la première (35% de grévistes au lieu de 50%). Cela cache des disparités : des établissements fortement mobilisés le 19 mai ont relâché la pression le 11 juin, mais d'autres, peu mobilisés la première fois, ont profité de cette seconde journée pour entrer dans la bagarre. Ainsi, il apparaît que le rejet de la réforme reste plein et entier.

Une intersyndicale qui ne donne pas le souffle nécessaire

La veille de la grève, l'intersyndicale était invitée au ministère, la ministre semblait vouloir jouer un coup visant à la diviser avant la bataille. Elle a manifestement échoué. Les organisations ont quitté la réunion et ont rappelé dans un communiqué commun : «leur opposition à la réforme, leur demande d'abrogation du décret et de l'arrêté, leur refus de toute négociation sur des textes d'application». Cette prise de position reflète le rejet par la profession de cette réforme néfaste. Cependant,



Rendez-vous en septembre... DR

elle ne peut être véritablement utile que si elle se traduit par des appels clairs à l'action. Face au mépris ministériel, face à l'enjeu, c'est bien un mouvement d'ampleur de toute l'éducation qui est nécessaire.

Des grévistes conscients de l'enjeu

Beaucoup des personnels mobilisés sont conscients de cette nécessité, et c'est pour quoi ils écrivent à Rouen par exemple, dans une motion votée à la quasi-unanimité par une AG réunissant une centaine de grévistes : «La mobilisation contre la réforme du collège doit déboucher sur un mouvement de grève prolongé de toute l'éducation

pour obtenir l'abrogation du décret "réforme du collège", mais aussi pour obtenir une baisse drastique des effectifs par classe à tous les niveaux de l'éducation. Nous demandons un appel national à la grève de toute l'éducation tout début septembre, qui posera au niveau national la question de la reconduction de la grève.»

Espérons que les directions syndicales sauront suivre et entretenir cette colère. Nous devons profiter du mois de juin pour continuer à rendre visible le mécontentement par des prises de position, des diffusions de tracts, des rassemblements...

Commission Éducation nationale

LOGEMENT À SAINT-DENIS (93)

L'appel d'offres de Plaine Commune désavoué



Une ZAC qui ouvre bien des appétits... DR

Le centre ville de Saint-Denis est constitué entre autres d'un ensemble d'immeubles construits dans les années 80 dans un vieux quartier très dégradé et insalubre...

Regroupés dans une ZAC (zone d'aménagement concertée), la ZAC Basilique, ils ont la particularité d'être pour l'essentiel du logement social, appartenant au bailleur historique Plaine Commune Habitat. En 35 ans, ce quartier a perdu de son panache : sa maintenance coûte très cher et une rénovation lourde serait nécessaire.

Or, au mois d'avril, des locataires ont eu la surprise de découvrir sur un site spécialisé des collectivités publiques, le site «Maximilien», le cahier des charges d'un appel d'offres lancé par la communauté d'agglomération Plaine Commune/Grand Paris, pour une étude de restructuration urbaine de la ZAC Basilique. Ce cahier envisageait en des termes clairs le déconventionnement de certains îlots, c'est-à-dire le passage des logements HLM au privé, l'objectif étant de «réintroduire un marché de la location», de «réajuster la demande à l'offre». Le déconventionnement des logements, c'est toujours une hausse des loyers, ceux-ci n'étant plus encadrés et les hausses alors libres. Cela permet aussi la vente «à la découpe»... et donc le départ de ceux qui ne peuvent pas payer.

Comité d'alerte

Pour justifier cette perspective, inhabituelle pour la dernière ville communiste de plus de 100 000 habitants, une analyse des facteurs négatifs du quartier renvoie notamment à la paupérisation de ses habitants. Des chiffres sont mêmes produits concernant le taux de chômage des 15-24 ans, le nombre de familles monoparentales, ou la part des résidents d'origine étrangère.

La cohérence de ce document a sauté aux yeux des locataires du quartier : la volonté de remplacer la partie la plus pauvre de la population, une logique en phase avec la politique gouvernementale de «peuplement» revendiquée par Manuel Valls... Départ des unEs et arrivée des couches moyennes qui ne peuvent plus vivre dans un Paris devenu trop cher.

La réaction a été à la hauteur de la surprise : tracts, porte à porte, assemblées, constitution en collectif. Près de 100 locataires mobilisés. Venus s'expliquer en assemblée le 13 juin, les représentants de la ville et du bailleur ont désavoués tout projet de déconventionnement ou de vente, et se sont engagés à ne pas toucher au statut des logements de la ZAC, renvoyant sur le dos de techniciens la responsabilité du document...

Cette prise de position publique est un acquis qui a satisfait les locataires présents. Cependant, ces derniers ne sont pas dupes et savent bien que les pressions sont fortes pour qu'il en soit autrement : ils se sont donc constitués en comité d'alerte.

JMB

de richesses, au service de la satisfaction des besoins et des droits fondamentaux, de la redistribution des richesses produites et s'inscrivant clairement dans la transition écologique.»¹

Alors que les gouvernants ne cessent de désigner la dépense publique comme responsable de tous les maux, oubliant au passage que le service public et la protection sociale permettent d'amortir les effets de la crise en France au contraire de ce que l'on peut constater par exemple en Espagne ou en Grèce, la mobilisation de Guéret a permis enfin de contrer cette bataille idéologique. Tout d'abord en portant clairement la responsabilité de la crise sur la finance et non sur une population qui vivrait au-dessus de ses moyens, à travers notamment l'exigence «d'une véritable réforme fiscale et d'un contrôle public des banques et les organismes

financiers». Mais également en inscrivant la question du service public dans l'agenda de la COP21 et donc en lui (re)donnant une valeur universelle, avec «des services publics, dans les territoires, en France et en Europe, pour combattre l'austérité et sortir de la crise».

Suites et pas fin

À l'heure où les écuries présidentielles sont dans les starting blocks d'une course vers un électoralat qui s'amointrit de plus en plus, la question politique reprend quant à elle et grâce à cette convergence, sa véritable fonction : donner du sens et des perspectives à la vie en société. Loin des concepts abstraits, du fatalisme pragmatique ou des manipulations politiciennes, c'est bien des enjeux de la société du 21^e siècle dont il est maintenant question.

Est-ce que oui ou non, des biens essentiels d'une population doivent être préservés de la marchandisation ? Est-ce que oui ou non, c'est au moins à l'échelle européenne que doit se poser la question du bien commun ? Est-ce que oui ou non, cela passe à la fois par la convergence des luttes mais aussi par leur traduction politique ? Les réponses à ces trois questions imposeront alors de repenser aussi la question de la démocratie et d'aller retrouver nombre de personnes qui en sont aujourd'hui exclues.

C'est à ces tâches et en commençant par le soutien des luttes en cours comme celle en solidarité du peuple grec, que continue ce qui a commencé le 13 juin à Guéret, un vent d'espoir.

Correspondant

1- Appel de Guéret: <http://www.convergence-sp.org/spip.php?article1575>



Les manifestantEs au départ devant la mairie de Guéret le week-end dernier. SD



Les comités en action!

Rouen (76) Succès de la soirée festive du NPA. Près de 200 personnes ont participé samedi 6 juin à l'initiative politique et festive organisée par le NPA à Rouen. Cette initiative avait été préparée depuis plusieurs semaines de manière active par l'ensemble des comités de l'agglomération dans l'idée de rassembler notre milieu proche mais aussi de tourner le parti vers l'extérieur. Nous avons également invité les associations et les organisations politiques avec lesquelles nous nous retrouvons dans les luttes et les mobilisations à venir tenir une table: Droit au Logement, Collectif 76 des travailleurs sociaux et Lutte ouvrière.



DR

C'est par un débat animé par deux camarades du NPA, Julien Salingue, chercheur en sciences politiques, et Richard Wagman, président d'honneur de l'Union juive française pour la paix (UJFP) que la soirée a débuté: deux riches heures d'exposé et de débat autour de la situation en Israël et Palestine, de la réalité actuelle du processus révolutionnaire démarré en 2011 dans les pays arabes ou encore de la nature de Daesh. Après une intervention politique invitant les présents à venir grossir les rangs du NPA, à s'abonner à sa presse et à nous soutenir financièrement parce qu'il est aujourd'hui primordial de renforcer le poids des anticapitalistes et des révolutionnaires, la soirée s'est poursuivie par un repas aux plats variés préparé «maison» par les comités, puis par le concert du groupe Motema qui a permis d'enflammer la piste de danse. Une soirée vraiment réussie de l'avis de tous les présents!

Strasbourg (67) Un bateau vers le Parlement européen pour dénoncer Frontex! Ils sont venus de Libye, de Tunisie, de Somalie, du Soudan et d'ailleurs. Ils ont traversé la Méditerranée pour fuir la guerre et la misère. Et mercredi 10 juin, ils sont venus à Strasbourg pour dénoncer la mort de milliers de migrantEs en mer, conséquence directe de la politique migratoire de l'Union européenne, aveuglée par une obsession



DR

sécuritaire toujours plus meurtrière. La mission Frontex n'a pas pour but de sauver des vies mais d'intercepter, de contrôler et d'expulser les migrantEs. Les migrantEs sont donc venus pour revendiquer la suppression de Frontex et pour que l'argent dépensé dans le cadre de cette politique sécuritaire soit utilisé pour la transformation de la Zone euro-méditerranéenne et de ses frontières meurtrières en Zone de solidarité, de droit à la protection et de liberté de circulation et d'installation.

Lors d'une action organisée par l'ATMF, Attac Strasbourg, la Cimade, D'Ailleurs nous sommes d'ici, Watch The Med Alarm Phone et le NPA 67, les migrantEs ont traversé symboliquement la rivière qui sépare la Cour européenne des droits de l'homme et le Parlement européen pour interpeller les parlementaires et leur remettre un texte dénonçant les méfaits de l'Europe forteresse et affirmant leurs revendications. À l'accostage du zodiac, des eurodéputés les ont accueillis, parmi lesquels se trouvaient nos camarades de Podemos et de Syriza. Les migrantEs et les familles d'enfants disparus en Méditerranée, entourés des manifestantEs venus les soutenir, ont pu témoigner et partager leurs récits et expériences.

Clermont-Ferrand (63) Réunion publique avec Alain Krivine. Une cinquantaine de personnes, pour plus de la moitié un public renouvelé, quelques jeunes, des militantEs de plusieurs

économiques européennes et du FMI. Cette initiative fut un réel succès qui a permis de redonner du baume au cœur aux militantEs pour continuer le combat.

organisations dont Ensemble, ont assisté au débat public animé par Alain Krivine avec pour thème: «Un nouveau Mai 68?» En introduction, Sandrine a fait une présentation du NPA local, ainsi que des différentes luttes en cours et leurs répressions. Elle a conclu en expliquant la nécessité d'un mouvement d'ensemble pour gagner tous ces combats. Ensuite, Alain Krivine est intervenu sur la situation politique internationale, en particulier, l'Espagne avec Podemos et la Grèce avec Syriza. Il a ensuite exposé pour la France le grand nombre de luttes radicales locales, toutes importantes mais sans mobilisation nationale. Il a également rappelé la montée des idées d'extrême droite. Une présentation de ce qu'était la révolte de Mai 68 a été faite et mise en parallèle avec la situation actuelle. Pour conclure, Alain Krivine a mis au débat la question: un nouveau mai 68 est-il possible?

Les échanges avec le public ont été riches tant sur les questions stratégiques (les élections, l'unité...), que sur la sortie ou non de l'Europe... Après la réunion, des discussions informelles ont eu lieu avec les participantEs. Une énorme envie de débattre, de comprendre, et de voir comment réussir à créer les conditions pour réussir à stopper cette politique désastreuse du gouvernement PS en faveur des seuls intérêts des patrons et aux ordres des directives

économiques européennes et du FMI. Cette initiative fut un réel succès qui a permis de redonner du baume au cœur aux militantEs pour continuer le combat.

Rennes (35) Pour les migrantEs, le rapport de forces doit s'amplifier! Le 10 juin dernier, le squat occupé par une vingtaine de demandeurs d'asile somaliens s'est fait expulser. Rennes métropole, dirigé par le PS, propriétaire des



DR

lieux, a de nouveau fait preuve de son mépris envers les plus démunis. S'en est suivi quatre jours de galère, un nouveau lieu occupé expulsé le lendemain par la mairie PS, puis la solidarité a permis la création d'un campement dans un square en centre ville. Immédiatement quelques militantEs, voisinEs, sont venus en renfort afin d'aider à améliorer leur quotidien. La solution des élus Ensemble et EÉLV qui se sont fait

Université d'été

Les inscriptions, c'est maintenant!

Du dimanche 23 au mercredi 26 août inclus, la 7^e université d'été du NPA aura lieu au Village-club Rives des Corbières, à Port-Leucate au bord de la mer Méditerranée. Et il est temps de donner un premier aperçu du programme.

Bungalows confortables, repas sous la pergola, salles de réunion, clubs enfants, piscine, tout cela à quelques mètres de la plage... Pour la deuxième année, nous serons toujours bien installés pour échanger, débattre, apprendre et même se baigner et faire la fête...

Il est encore trop tôt pour dévoiler l'intégralité du programme et notamment la liste des invitéEs, mais lâchons tout de même quelques noms de participantEs à notre Université d'été: le chercheur Gilbert Achcar avec qui nous ferons le point sur la situation dans le monde arabe; le sociologue Laurent Mucchielli, avec qui nous reviendrons sur les questions de délinquance et la critique des politiques sécuritaires menées aussi bien par la gauche que par la droite; la cinéaste Carmen Castillo qui nous rappellera que oui, *On est vivants*, autour de son film hommage à Daniel Bensaïd; Michèle Sibony de l'Union juive française pour la paix, avec qui nous reviendrons sur «*l'esprit du 11 janvier*» et la nécessaire

lutte contre tous les racismes; Hubert Krivine et la vérité en sciences... et deux ou trois autres invitéEs dont on garde encore le secret, cela sans oublier bien entendu nos invitéEs venus de la gauche anticapitaliste internationale.

Faire le plein d'idées

Signalons que bien évidemment seront aussi aux rendez-vous tout ce qui fait la sève du NPA: les commissions nationales du NPA sur tous les terrains d'intervention et de réflexion: dans les entreprises, sur le terrain de l'écologie (avec cette année un cycle consacré au climat), pour l'égalité des droits, sur les grandes questions économiques... Cette année 2015, 70 ans nous séparent de la fin de la Seconde Guerre mondiale; et un cycle de notre commission nationale formation sera consacré aux grandes questions de cette période. Grandes évolutions du capitalisme, prolétariat d'aujourd'hui, internationalisme... Le NPA ouvrira à l'occasion de son université d'été le débat sur les grandes questions stratégiques.



L'université d'été 2014 en meeting. PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

Et bien entendu, on retrouvera aussi tous nos rendez-vous devenus maintenant «traditionnels»: le meeting de rentrée du NPA, un forum plénier international avec nos invitéEs, les rencontres à la librairie La Brèche, des soirées détente et culture, etc. Donc, dès maintenant, notez avec soin les dates de l'Université d'été

dans votre agenda: l'accueil se fera dès le samedi 22 août après-midi, et le départ le jeudi 27 le ventre bien plein après le petit-déjeuner... Et pensez bien sûr à vous inscrire sans tarder! **Commission université d'été**
Plus de précisions sur: <http://www.npa2009.org/agir/universite-dete-2015> ou écrivez-nous: universite.ete@npa2009.org

Communiqué de presse

Manipulation policière et médiatique

Depuis l'occupation de la caserne de pompiers désaffectée du 10^e arrondissement par les migrants, on assiste de la part du pouvoir à une campagne dénonçant les manipulations d'organisations politiques, notamment le Parti de gauche et le NPA qui seraient auteurs de violence.

Le comble est atteint par une photo publiée sur le site du *Parisien* montrant une personne à terre se tenant l'œil, assisté par un policier. La légende «un policier a été sévèrement blessé à l'œil par une pierre». Cette «info» est reprise sur tous les sites d'informations.

À trop vouloir prouver la prétendue



DR

violence des manifestants, ils se prennent les pieds dans le tapis. En fait de policier, il s'agit de Frédéric Vielle, militant du NPA, syndicaliste CGT, venu soutenir les migrants dans leur combat pour la reconnaissance de leurs droits. Il a de multiples fractures à la face et devra être opéré après la résorption de l'hématome.

La violence est clairement du côté de la police. Les agressions multiples contre les soutiens présents devant la caserne n'étaient absolument pas justifiées. Le pouvoir, une fois de plus, tente de discréditer et faire taire la lutte des migrants et la solidarité par la manière forte. Montreuil, le 12 juin 2015

Comme lui, ne ratez pas un numéro de **L'Anticapitaliste**, ABONNEZ-VOUS!



Profitez de notre promotion d'essai: 10 euros pour trois mois d'abonnement à l'hebdomadaire ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Formulaire d'abonnement en page 12

les porte-voix de la municipalité, a été un relogement séparé, par le 115, sans engagement de durée. Alors même que la ville de Rennes entreprend de grands projets inutiles, elle ose faire croire à son incapacité de mettre en place des lieux d'accueil et s'attache à détruire toutes les solidarités qui se mettent en place... Dans les semaines à venir, d'autres squats de migrantEs vont se faire expulser: nous nous dirigeons vers la même situation catastrophique que l'été dernier où 150 personnes s'étaient retrouvées à dormir dans la rue pendant un mois et demi dans l'indifférence quasi totale... Il faut donc dès à présent amplifier la mobilisation de solidarité avec les migrantEs afin d'établir un réel rapport de forces, seule façon d'obtenir des avancées durables face à une mairie et une préfecture xénophobes.

La solidarité qui s'est mise en place ces derniers jours montre à quel point l'urgence est à l'ouverture des frontières, à la libre installation et non à l'exclusion, la répression et à la criminalisation des plus précaires. Contrairement à la «solution» d'urgence trouvée le 13 juin pour les migrantEs à la rue à Rennes, les liens tissés dans la lutte avec eux et les autres acteurs du mouvement social seront durables! Restons combatifs et respectons les décisions des migrantEs. Faisons vivre notre internationalisme, développons notre solidarité anticapitaliste!

Jeunesse

Rue du Monde: que dire du monde aux enfants ?

Entretien. L'éditeur pour la jeunesse Rue du Monde est associé depuis 2004 à l'opération «L'été des bouquins solidaire» qui permet d'emmener chaque année, avec le Secours Populaire, 50 000 enfants privés de vacances. Chaque enfant reçoit également un livre. Trois livres sont proposés aux clients de 500 libraires partenaires qui, en achetant un ou plusieurs de ces livres, financeront en partie l'édition des 50 000 exemplaires de l'ouvrage donné aux enfants défavorisés. «Les deux perroquets et la liberté» de Rashin Kheiriah raconte comment l'intelligence et la facétie peuvent venir à bout de la tyrannie; «Ah, quelle soupe, les amis!», écrit par Alain Serres et illustré par Judith Gueyfier, salue la solidarité, le plaisir de se parler... et de partager la soupe; «Plus haut que le ciel», écrit par Carl Norac et illustré par Zaï, conduit avec légèreté sur les chemins de la tolérance¹. Le créateur et animateur de Rue du Monde, **Alain Serres**, a bien voulu répondre à nos questions.

Les livres pour enfants bougent. Pensez-vous qu'ils peuvent aussi contribuer à faire bouger le monde ? Conçus au départ pour passer le témoin de la morale religieuse, puis républicaine, les livres pour enfants ont constitué une véritable littérature pour la jeunesse quand ils ont osé mettre en cause les modèles. Dans les années 1970, la vie, la mort, l'argent, les relations filles/garçons... mais aussi l'audace dans l'écriture ou l'illustration... Tout cela a pointé son nez dans les bons livres pour enfants. Mes yeux de jeune enseignant, définitivement rêveur d'un monde meilleur, brillaient. Mais les livres taisaient encore tellement de choses aux enfants ! J'ai rebondi sur cet élan. J'ai écrit de nombreux livres et animé des ateliers d'écriture.

Puis en 1996, il y a bientôt 20 ans, vous avez imaginé une maison d'édition indépendante...

Oui, venant d'une modeste famille de cheminots, je n'avais ni l'argent ni les codes pour entreprendre un tel projet. Juste l'immense désir d'un rôle éditorial différent. J'ai lancé un appel à souscription et, en quelques semaines, 1000 bibliothécaires et enseignants ont répondu favorablement. Rue du monde a donc pu



proposer ses premiers livres autour des droits de l'enfant et de l'antiracisme. Pef était à l'illustration. Albert Jacquard nous soutenait, et les bons libraires indépendants jouaient le jeu...

Rue du monde, c'est un engagement bien particulier dans l'édition pour la jeunesse ?

L'idée était de mettre la barre haut quant au respect de l'enfant. Ne jamais sous-estimer son potentiel à affronter les contradictions du monde, à chercher sa propre place entre le texte et l'image. Je crois que l'on peut parler de tout aux enfants,

même de poésie, de résistance, de la laideur du monde, ou de la beauté d'un Mandela. Mais comment avancer sur ce chemin sans livrer aux enfants du prêt-à-penser qu'ils n'auraient qu'à répéter comme des citoyens-perroquets ? C'est le cœur de notre réflexion éditoriale.

Vous êtes partenaires de l'opération «L'été des bouquins solidaires». D'où vient cet engagement ?

J'aime l'idée de la cohérence. Je veux travailler avec des créateurs authentiques. J'essaie au maximum de nous inscrire dans une éthique professionnelle claire : impressions des livres en France, respect de l'environnement, jamais de livres pilonnés... De la même manière, parce que nous partageons des valeurs solidaires dans nos livres, nous organisons depuis 12 ans, «L'été des bouquins solidaires», en partenariat avec le Secours populaire. Nous publions de nouveaux albums en juin et chaque fois que deux de ces livres sont vendus, nous en offrons un troisième à un enfant privé de vacances.

Quel bilan en tirez-vous aujourd'hui de ces actions ?

Chaque année, nous avons pu offrir 5000 beaux livres aux enfants que

le SPF emmène sur les plages de Normandie fin août. Cet été, pour les 70 ans de l'association, 70 000 enfants seront réunis sur le Champ de Mars à Paris lors d'une grande journée de spectacles et de jeux. Nous espérons pouvoir offrir le tirage spécial d'un livre à chacun d'entre eux, grâce aux ventes de nos trois nouveaux albums qui arrivent cette semaine en librairie. Une goutte d'eau sûrement dans l'océan de misère qui existe du côté de l'enfance en France, mais un chemin solidaire que nous avons envie d'indiquer aux enfants.

La culture est très pénalisée par «la crise», les budgets sont en baisse. Comment voyez-vous l'avenir, en particulier dans votre secteur ?

La situation est sombre. Les chiffres montrent que moins de gens entrent en librairie. On n'hésite pas à couper les ailes à des festivals culturels tout en disant que la jeunesse a un besoin urgent d'échange sur les valeurs républicaines ou sur la liberté d'expression. On entend même des élus dire «pas la peine d'acheter de nouveaux livres, il y en a plein à la médiathèque que les gens n'ont pas lus !... Et puis des petits libraires tirent la langue et des imprimeurs ou des relieurs ferment leurs portes, face à la concurrence déloyale en Asie, par exemple... Ce n'est ni avec des mea culpa hypocrites sur les restrictions des budgets culturels ni avec des replis motivés par l'austérité que l'on va avancer vers un partage équitable de la culture. Mais peut-être craint-on les remises en cause que celle-ci porte en elle ? Justement cela nous motive !

Propos recueillis par Catherine Segala
1-16,50 euros chaque album, chez les meilleurs libraires, y compris la Brèche !

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA
librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43
www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h - 20 h,
mardi au samedi :
12 h - 20 h

Roman historique

Blue Book, Élise Fontenaille-N'Diaye

Calmann-Lévy, 2015, 17 euros

En 1926, le rapport officiel du premier massacre de masse du 20^e siècle a été détruit par l'Angleterre parce que l'Allemagne menaçait de révéler les crimes coloniaux des autres pays, si on s'attardait sur les siens. C'est à partir de ce fameux *Blue Book* retrouvé que l'auteur a construit son livre : ni roman ni œuvre d'historien, mais une histoire sidérante. Dans le Sud-Ouest africain, la Namibie actuelle, les Héréros et les Namas, peuples d'éleveurs, convoitent et se partagent les pâturages et les sources. Par le biais d'un envoyé du II^e Reich sans scrupule, les terres deviennent propriété allemande. Dans ce qui devient le nouveau Far West pour l'Allemagne, les colons commettent des actions tolérées : pendaisons des ouvriers, viols des jeunes filles, pillage des tombes pour y voler des crânes : une activité lucrative au service des théoriciens de l'inégalité des races. Des noms, bien connus, sont croisés : Heinrich Ernst Göring, premier



gouverneur de la colonie et père du bourreau nazi, Eugen Fischer, médecin et anthropologue dont les travaux inspireront Hitler. En 1904, les Namas se révoltent. Ils seront massacrés. 15 000 soldats

avec canons et fusils mitrailleurs débarquent d'Allemagne. Le général Von Trotha, dit le «Requin», signe l'ordre d'extermination des peuples Namas et Héréros. Ils sont poursuivis jusqu'au désert du Kalahari où les sources ont été empoisonnées : les assoiffés, hommes, femmes, enfants, sont achevés à la baïonnette. Les survivants seront enfermés dans la presqu'île de Shark, transformée en camp de concentration, de travail et de baigne sexuel pour les femmes. Dans ce massacre qui dura quatre ans, les deux ethnies périrent : 65 000, soit trois quarts des Héréros, et près de 20 000, soit la moitié des Namas.

«Je considère comme mon devoir d'écrivain de rendre la parole à ceux qui ne l'ont pas ou plus», dit Élise Fontenaille-N'Diaye. Et c'est bien ce qu'elle fait en faisant revivre l'héroïque et fin lettré, chef des Namas, Hendrik Witbooi et en décrivant avec sensibilité une réalité et une mémoire difficiles à révéler.
Christine Schneider

Musique

Granada, Silvia Pérez Cruz et Raul Fernandez Miro

Universal, 2015, 18 euros

Des chants de l'exil et de la révolution... Une voix chaude et profonde accompagnée d'une guitare (la plupart du temps) qui nous déchire sur un poème de Lorca mis en musique par Leonard Cohen (Pequeño vals vienés) et la cause est déjà acquise. Mais *Granada*, c'est beaucoup plus d'émotion encore !

L'album s'ouvre en catalan par *Abril 74* et se referme par *Corrandes d'Exili* du même Lluís Llach. Un pur bonheur ! Silvia Pérez Cruz n'en est pas à son premier essai puisque dès



2005, elle nous avait enchantés avec *Immigrations*, un album consacré à un double exil, celui des républicains espagnols vers l'Argentine en 1939, puis celui des Argentins vers l'Espagne en 1976. Silvia, la fière catalane, est aussi fille du monde et, pour *Granada* (la terre qui saigne encore de Lorca et de l'Andalousie arabe), elle a choisi, accompagné du musicien rock «indé» Raul Fernandez Miro (ça ne s'invente pas) de s'exprimer en plusieurs langues et de traverser les époques. Entre le chant naturaliste de Silvia, dont les envolées vocales se noient dans des mers de réverbération rock, l'urgence de la solidarité et de la révolution pointée en permanence. La reprise de deux *lieder* de Schumann et de *Hymne à l'amour* d'Édith Piaf ne dément pas cette appréciation même si elle peut dérouter les puristes qui seront plus enthousiasmés par le flamenco revisité d'Enrique Morente.

Silvia et Raul étaient en concert à guichet fermé en France : on le comprend...
Sylvain Chardon

Cinéma

Titli, une chronique indienne de Kanu Behl

Avec Shashank Arora, Shivani Raghuvanshi et Ranvir Shorey. Sortie le mercredi 6 mai

A la jonction du film social et du polar, *Titli* se déroule dans une banlieue de Delhi. Titli («papillon»), le personnage principal, rêve d'échapper à un milieu familial de magouilleurs et de petits gangsters, capables de massacrer leurs victimes à coups de marteau. Pour cela, il lui faut à toute force de l'argent afin d'acheter une part de parking qu'il louera ensuite.

L'Inde du film n'est pas celle de Bollywood : c'est une Inde crasseuse et violente où ceux d'«en haut», l'inspecteur de police, le promoteur immobilier sont aussi (voire plus) salauds que les truands de la rue. Les femmes sont victimes de la violence et de la tromperie des hommes. Le père, confit en religion, qui rêve d'un nouveau pèlerinage et se vante de ne jamais lever la main sur personne, est en fait une crapule. Les tours des nouveaux immeubles destinés aux bénéficiaires du «miracle» indien contrastent avec les constructions basses des faubourgs pauvres. Dans un sursaut désespéré, Titli refuse à la fin d'être ce vers quoi l'entraînent irrésistiblement la logique sociale. Pour compléter la vision de l'Inde que donne le film, on pourra lire le roman d'Aravind Adiga *Le Tigre blanc* !

Henri Wilno
1-10/18, 2010, 8 euros





L'Anticapitaliste Libre expression

MASSACRES DE 1965 EN INDONÉSIE



“La recherche de la vérité et la justice”

Entretien. Nous avons rencontré **Mulyandri Alisyah**, représentante en France du Tribunal international des peuples sur le génocide et les crimes contre l'humanité en Indonésie en 1965.

Pourquoi l'année 2015 est-elle marquante pour les Indonésiens ?

Cette année, on commémore trois événements fondateurs : le 50^e anniversaire du massacre de 1965, le 60^e anniversaire de la conférence de Bandung et le 70^e anniversaire de l'indépendance de l'Indonésie. Le rêve d'indépendance et de décolonisation a été réalisé par la lutte armée, ainsi que par la diplomatie. En août 1945, l'Indonésie était finalement déclarée indépendante. Les leaders indonésiens de l'époque ont compris qu'il fallait non seulement gagner leur indépendance, mais aussi lutter contre la colonisation. Cela s'inscrit dans la politique du gouvernement indonésien de Soekarno. Ainsi la conférence de Bandung a été organisée en 1955 afin de s'allier avec des pays nouvellement indépendants, sortir de l'influence des pays colonisateurs et de la guerre froide. Tout a basculé en 1965 après l'événement tragique nommé aujourd'hui « G30S ». Dès lors, l'Indonésie est devenue le bon élève du capitalisme.

Peux-tu expliquer ce qu'est le G30S ?

Gerakan (mouvement) 30 September est l'enlèvement et l'exécution de la haute hiérarchie de l'armée par des colonels de l'armée de terre. Le général Soeharto, le seul général de haut rang qui n'ait pas été enlevé, accusa le Parti communiste indonésien d'en être l'auteur. Il a ensuite planifié l'exécution des membres des organisations de gauche. Selon les estimations, un million de personnes ont été assassinées, la plupart de fin 1965 à mi-1966. Des centaines de milliers de personnes ont été pourchassées et détenues sans procès, assassinées. L'armée a construit le mythe de jeunes filles communistes qui auraient séduit et castré les généraux enlevés pour les assassiner. Ce mensonge a enflammé des milices de jeunes qui ont commis la plupart des assassinats sous la coordination de l'armée.

Depuis, communisme et socialisme sont associés à l'athéisme et à la perversion. Le président Soekarno a été balayé par Soeharto en 1966. Les centaines de personnes qui ont refusé de soutenir le « Nouvel Ordre » de Soeharto ont été confrontées aux

harcèlements et ont perdu leurs passeport indonésien.

Depuis la fin de la dictature en 1998 et la période de réforme démocratique qui a suivi, où en est-on ?

Pendant les 32 ans de règne de Soeharto, l'évocation de ce massacre et d'autres crimes contre l'humanité n'a pas été possible. Même aujourd'hui, différents groupes anticommunistes (ultra-nationalistes, religieux) empêchent la recherche de la vérité et de la justice. La société indonésienne, jeunes y compris, reste mal informée sur ce moment crucial de son histoire. Les auteurs jouissent toujours de l'impunité. Le déclin de Soeharto a permis d'établir la Commission nationale indonésienne des droits de l'homme. En juillet 2012, la Commission a publié un rapport sur les crimes contre l'humanité de 1965-1966. La Commission reconnaît que les victimes ont été ciblées pour leurs liens présumés avec le Parti communiste indonésien (PKI) et reconnaît l'État indonésien comme instigateur des crimes.

La Commission a recommandé une enquête par le procureur général ; la création d'un tribunal « ad hoc » des droits de l'homme pour juger les auteurs présumés ; l'établissement d'une « Commission vérité et réconciliation ».

Malgré les données accablantes, le procureur général a rejeté le rapport, arguant que les conclusions de la Commission n'étaient pas juridiquement solides. Le ministre de la coordination des politiques judiciaires et de sécurité a rejeté les preuves, ajoutant que ce massacre était justifié car il visait à « sauver le pays »... La Commission des droits de l'homme indonésienne a transmis le dossier à la Commission des droits de l'homme de l'ONU. En 2013, cette dernière a proposé au gouvernement indonésien une médiation, sans réponse à ce jour.

L'élection du nouveau président a-t-elle fait changer les choses ?

Le problème des violations des droits de l'homme a été pris en compte par le candidat présidentiel Joko Widodo durant sa campagne. Élu président en 2014, il a promis cette année de

résoudre sept anciennes affaires de violation des droits de l'homme, y compris ce massacre. Mais simultanément, le gouvernement a déposé une proposition de loi « Commission vérité et réconciliation », qui, malheureusement, ne mentionne pas la responsabilité des auteurs de violations.

La responsabilité première incombe à l'État indonésien, tant pour ses actions que pour son incapacité, ces cinquante dernières années, à poursuivre les auteurs de tous rangs, à s'excuser officiellement et à accorder des réparations et d'autres voies de recours utiles aux victimes et à leurs familles. Cet échec et le manque de volonté d'agir a persisté malgré des demandes répétées de survivants et de chercheurs. Pendant ce temps, les politiques discriminatoires et les violences par des groupes anticommunistes contre les victimes, survivants du massacre de 1965, et leurs familles, persistent. L'épuisement des procédures juridiques nationales oblige et donne le droit au peuple de chercher la justice dans le mécanisme juridique international.

Quelles sont les initiatives en cours pour obtenir justice et réparation aux victimes ?

Les expériences d'autres pays montrent qu'un tribunal du peuple peut contribuer à créer un climat de respect des droits du peuple et un processus de réparation aux victimes. « Le Tribunal international du peuple des crimes contre l'humanité de 1965 » est établi pour que les défaillances de l'État indonésien ne fasse pas taire les voix des survivants, ni ne permettent au gouvernement indonésien d'échapper à ses responsabilités. Il est urgent de remédier à la tendance historique à banaliser, excuser, marginaliser et masquer les crimes contre l'humanité. La reconnaissance et l'attribution de la responsabilité de ces crimes aidera la société indonésienne à vivre en paix et en sécurité.

Une association basée aux Pays-Bas, constituée d'Indonésiens, d'Européens, de chercheurs, de militants des droits de l'homme et de survivants, a été établie pour organiser ce tribunal. Une commission de juges se

compose de personnes expérimentées dans divers tribunaux du peuple et tribunaux criminels internationaux. Des Indonésiens de différents pays européens ont soutenu cette initiative en faisant campagne dans leur pays de résidence afin d'élargir le soutien à ce tribunal. Le conseil consultatif est constitué de militants des droits de l'homme, indonésiens la plupart, et des personnes influentes au niveau international ont été proposées pour siéger. Des réalisateurs de cinéma contribuent à ce que les témoignages soient suffisamment représentatifs de chaque accusation. Il y a au moins 9 chefs d'accusation définis : meurtres de masse/extermination, travail forcé, déportation, violences sexuelles, tortures et traitements inhumains, persécution et usage de la propagande, disparitions, complicités de pays étranger et violation du droit de retour en sécurité pour les exilés. Ce tribunal sera organisé en Hollande en novembre 2015. Pour réussir cet important travail tant historique que juridique, nous avons besoin du soutien politique et financier de décideurs, des associations du mouvement social et la société civile.

Le jugement sera présenté à la Commission de l'ONU qui posera des questions au rapporteur indonésien pendant la session « Questions au gouvernement », en espérant que cela fasse pression pour que le gouvernement indonésien s'engage plus sérieusement.

Propos recueillis par Christine Schneider

The look of silence

AVANT-PREMIÈRE JEUDI 25 JUIN À 20H30 Au Cinéma Panthéon, 13 rue Victor-Cousin, Paris 5^e

Avec Joshua Oppenheimer (réalisateur), Adi (le protagoniste) et Mireille Fanon-Mendès-France (juge du tribunal 1965).

Ophtalmologiste itinérant, Adi enquête sur les circonstances de la mort de son frère aîné, assassiné pendant les grands massacres de 1965 et 1966 en Indonésie. La caméra de Oppenheimer accompagne Adi dans sa confrontation avec les assassins. Patiemment, obstinément, malgré les menaces, ils s'emploient ensemble à vaincre le tabou du silence et de la peur.

Vu ailleurs

Les Echos POUTINE SUPERSTAR.

Minijupe, bouquet de ballons et... tee-shirt à l'effigie de Vladimir Poutine. Dans la foule du hall d'arrivée de l'aéroport de Moscou, Anna attend son fiancé. La jeune femme a réussi ses retrouvailles : le portrait du chef du Kremlin, simple et souriant sur le coton rose moulant, provoque joie et embrassades. Un exemple parmi tant d'autres : au fil des derniers mois, le président russe est devenu un vrai objet de mode, tel un porte-bonheur. Officiellement, Vladimir Poutine rejette tout culte de la personnalité et verrait d'un mauvais œil l'utilisation de son image. Mais, à Moscou comme à Sotchi et à travers tout le pays, cela vire à la frénésie. Et cela n'a pas pu échapper aux autorités. Sur les casquettes, les aimants, les poupées, les tasses et même les taies d'oreillers, Vladimir Poutine a envahi les étals d'accessoires et de souvenirs. Cela se vend comme des petits pains. La communauté d'affaires n'échappe pas à cette mode. Certains jeunes patrons ont troqué le costume cravate pour le tee-shirt Poutine. [...]

Parallèlement, dans l'indifférence générale, de nouvelles lois contraignent les médias critiques à toujours plus d'autocensure. La Russie a annexé la Crimée ? Une telle affirmation est passible de poursuites judiciaires. Des soldats russes meurent au front dans l'est de l'Ukraine ? Un nouveau décret présidentiel bannit toute divulgation d'informations sur les pertes militaires « en temps de paix lors d'opérations spéciales ». Et il prévoit une peine jusqu'à quatre ans de prison pour celui qui les transmettrait à l'étranger. Le message est clair.

« La poutinomania, instrument de propagande », Benjamin Quénelle, les Échos, mercredi 10 juin 2015

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
Hebdo	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter

Nom : Prénom :
Adresse : Ville :
Code postal :
Mail :

Désignation du compte à débiter

IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org